HABITAT MOBILITÉS ÉCONOMIE ENVIRONNEMENT PATRIMOINE

PLUi-H

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
valant Programme Local de l'Habitat

4.7 - REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL (RLPI)

PLUi-H approuvé le 18 décembre 2019 :	
	Vu pour être annexé à la délibération du Conseil communautaire du 18 décembre 2019 La Présidente, Mme Élisabeth BONJEAN

PLUi Plan Local d'Urbanisme intercommunal GRAND DAX

grand-dax.fr

GRAND DAX AGGLOMÉRATION

CITADIA CONSEIL ecen conseil MERCAT CITADIA biotope

GRAND DAX
AGGLOMÉRATION

RLPi

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

1- RAPPORT DE PRESENTATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND DAX

Vu pour être annexé à la délibération d'approbation du RLPi en date du 18/12/2019

La Présidente,

Elisabeth BONJEAN

Table des matières

INTRODUCTION ---- 4
Contexte législatif ---- 4
Intérêt d'un RLPi ---- 5

PARTIE I : LA PROCEDURE D'ELABORATION D'UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL ---- 6
1.1 Les principales étapes de la procédure ---- 7
1.2 Les éléments constitutifs du RLP ---- 9
1.2.1 Le rapport de présentation ---- 9
1.2.2 Le règlement ---- 9
1.2.3 Les annexes ---- 9
1.3 Le champ d'application de la réglementation ---- 10
1.3.1 La publicité ---- 10
1.3.2 La préenseigne ---- 11
1.3.3 Le cas particulier des préenseignes dérogatoires ---- 12
1.3.4 L'enseigne ---- 13
1.4 Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation ---- 14
1.5 La notion d'agglomération ---- 15

PARTIE II : LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE RLPi DU GRAND DAX ---- 17

PARTIE III : LE CONTEXTE ---- 19
3.1 Caractéristiques générales du territoire ---- 20
3.2 Caractéristiques du Grand Dax déterminantes pour l'affichage publicitaire et les enjeux en découlant ---- 21
3.2.1 La population des communes ---- 21
3.2.2 L'activité économique ---- 21
3.2.3 Les infrastructures de transport ---- 21
3.2.4 Les zones naturelles ---- 22
3.2.5 Les monuments historiques et les secteurs protégés ---- 23
3.2.6 Le patrimoine bâti ---- 25
3.2.7 Les entrées de ville ---- 27

PARTIE IV : LE DIAGNOSTIC ---- 28
4.1 Situation du Grand Dax au regard du droit de la publicité extérieure ---- 30
4.1.1 Les règles du RNP applicables sur le territoire du Grand Dax ---- 30
4.1.2 Les dispositions figurant dans les actuels règlements de publicité ---- 33
4.1.3 Le régime particulier de l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif ---- 34
4.2 Situation de la publicité extérieure sur le Grand Dax ---- 36
4.2.1 Aspect quantitatif ---- 36
4.2.2 La situation de la publicité dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ---- 36
4.2.3 La surcharge des entrées de ville ---- 40
4.2.4 Les espaces naturels ---- 42
4.2.5 La qualité des matériels et de leur implantation ---- 43
4.2.6 La situation des enseignes en centre-ville ---- 45
4.2.7 Les enseignes en toiture ---- 50
4.2.8 Les enseignes dans les zones d'activités ---- 51

PARTIE V : LES ORIENTATIONS ---- 55
Orientation n°1 : supprimer la publicité dans les espaces verts ---- 57
Orientation n°2 : limiter la densité ---- 57
Orientation n°3 : supprimer la publicité aux entrées de ville ---- 57
Orientation n°4 : réduire la surface maximum des publicités de 12 m² à 8 m² ---- 57
Orientation n°5 : éloigner la publicité des habitations ---- 57
Orientation n°6 : exiger une qualité de matériel et d'entretien ---- 57
Orientation n°7 : laisser à chaque commune un large pouvoir d'appréciation sur le mobilier urbain publicitaire ---- 57
Orientation n°8 : accepter la publicité sur mobilier urbain dans les sites protégés ---- 57
Orientation n°9 : définir les lieux et les conditions d'implantation de la publicité numérique ---- 57
Orientation n°10 : exiger une qualité d'enseigne ---- 57
Orientation n°11 : limiter l'utilisation des clôtures ---- 58
Orientation n°12 : limiter l'occultation des vitrines ---- 58
Orientation n°13 : poursuivre la politique des lettres découpées ---- 58
Orientation n°14 : réduire les dimensions des enseignes scellées au sol ---- 58
Orientation n°15 : encadrer les dimensions des enseignes numériques ---- 58
Orientation n°16 : fixer des horaires d'extinction pour les dispositifs lumineux ---- 58

PARTIE VI : L'EXPLICATION DES CHOIX ---- 59
6.1 Le choix des zones ---- 60
6.1.1 La zone 1 : les parties non-agglomérées du territoire du Grand Dax ---- 60
6.1.2 La zone 2 : les agglomérations autres que Dax et Saint-Paul-Lès-Dax ---- 60
6.1.3 La zone 3 : les centres anciens de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax ---- 60
6.1.4 La zone 4 : les grands axes de circulation de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax ---- 61
6.1.5 La zone 5 : les zones d'activités de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax ---- 61
6.1.6 La zone 6 : les secteurs résidentiels de Dax et Saint-Paul-lès-Dax ---- 61
6.2. Les dispositions applicables dans chaque zone ---- 61
6.2.1 Dispositions applicables en zone 1 ---- 61
6.2.2 Dispositions applicables en zone 2 ---- 62
6.2.3 Dispositions applicables en zone 3 ---- 63
6.2.4 Dispositions applicables en zone 4 ---- 64
6.2.5 Dispositions applicables en zone 5 ---- 65
6.2.6 Dispositions applicables en zone 6 ---- 66

INTRODUCTION

Contexte législatif

La publicité extérieure, existant depuis longtemps sous forme d'enseignes ou de réclames, s'est développée en France au moment de la révolution industrielle au point que le législateur s'est ému de ses premières atteintes au paysage et aux monuments historiques. C'est ainsi qu'à compter de 1902, de nombreuses législations se sont succédées afin de réglementer l'implantation de la publicité puis des enseignes dans un objectif initial de préservation de l'esthétique des lieux puis, plus généralement, de protection du cadre de vie.

La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (dite loi ENE) est le dernier grand texte législatif ayant adopté des dispositions en matière de publicité. Parmi les nombreuses modifications apportées aux règles antérieures, toutes codifiées aux articles L.581-1 et suivants du Code de l'environnement, il convient de retenir celles concernant l'institution par les communes ou leurs groupements compétents en matière de plan local d'urbanisme (PLU) d'un règlement local de publicité (RLP). Cette loi a fait l'objet de plusieurs décrets d'application qui constituent le règlement national de la publicité (RNP). Ils ont été codifiés aux articles R.581-1 et suivants du Code de l'environnement.

Depuis la loi ENE, ce sont les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de PLU qui disposent de la compétence de principe pour élaborer un RLP qui devient donc intercommunal (RLPi). A défaut, les communes peuvent élaborer un tel document (article L.581-14 du Code de l'environnement).

Intérêt d'un RLPi

Éviter la caducité

Actuellement, deux communes, Dax et Saint-Paul-lès-Dax, disposent d'un règlement de publicité communal. Adoptés antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi ENE, on dit à leur propos qu'il s'agit de règlements de publicité de première génération. Or, l'article L.581-14-3 du Code de l'environnement impose que les règlements de publicité adoptés avant l'entrée en vigueur de la loi ENE – soit le 13 juillet 2010 – soient modifiés ou révisés dans un délai de 10 ans à compter de cette entrée en vigueur, à peine de caducité. Autrement dit, ces communes ont jusqu'au 13 juillet 2020 pour adopter un RLPi répondant aux exigences de la loi ENE, c'est-à-dire un RLP de deuxième génération. Faute de quoi, elles seront soumises aux dispositions du RNP.

Transférer le pouvoir de police

Par ailleurs, comme le prévoit l'article L.581-14-2 du Code de l'environnement, les maires des deux communes dotées d'un RLP sont autorité de police au nom de la commune pour faire appliquer et respecter la réglementation de la publicité et des enseignes. Dans les autres communes de l'agglomération, c'est l'État, en l'occurrence le préfet des Landes, qui est l'autorité de police compétente. Dans ces dernières, l'instruction de la publicité et des enseignes et le pouvoir de sanction appartiennent aux services de l'État.

Lorsque le RLPi sera adopté, le transfert de compétence de l'État à tous les maires s'opérera. Chaque maire sera compétent sur l'ensemble du territoire de sa commune.

Adopter des règles plus restrictives que les règles nationales et adaptées au territoire

En sa qualité de document de planification de la publicité, des enseignes et des préenseignes, le RLPi répond à l'objectif d'adapter le RNP aux caractéristiques du territoire. Les dispositions issues du RNP constituent un standard en fonction duquel le RLPi sera établi.

Le RLPi institue, en principe, des règles plus restrictives que celles issues du RNP. Par exception, dans les lieux énumérés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement où la publicité est interdite, un RLPi peut lever cette interdiction en permettant l'implantation de la publicité. Sont notamment concernés les lieux suivants :

- ✓ les sites patrimoniaux remarquables (SPR) ;
- ✓ les abords des édifices classés ou inscrits parmi les monuments historiques ;
- ✓ les sites inscrits et sites Natura 2000.

PARTIE I : LA PROCEDURE D'ELABORATION D'UN REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

1.1 Les principales étapes de la procédure

La procédure d'élaboration, de révision ou de modification (à l'exclusion de la procédure de modification simplifiée) d'un RLP(i) est identique à celle d'un PLU(i) (article L.581-14-1 du Code de l'environnement).

Les modalités de collaboration entre le Grand Dax et les communes membres de l'agglomération ont été définies à l'occasion d'une conférence intercommunale regroupant l'ensemble des maires des communes membres.

Celle-ci s'est tenue le 2 mai 2018 et a fixé les modalités de collaboration suivantes :

- ✓ constitution d'un comité de pilotage ;
- ✓ constitution d'un comité technique ;
- ✓ organisation de groupes de travail intercommunaux ;
- ✓ relais de groupes de travail communaux.

La délibération de prescription du RLPi en date du 30 novembre 2016 qui a précisé les objectifs poursuivis (cf. partie IV) et a défini les modalités de la concertation pendant toutes les étapes de l'élaboration du RLPi (articles L.103-2 et L.153-11 du Code de l'urbanisme).

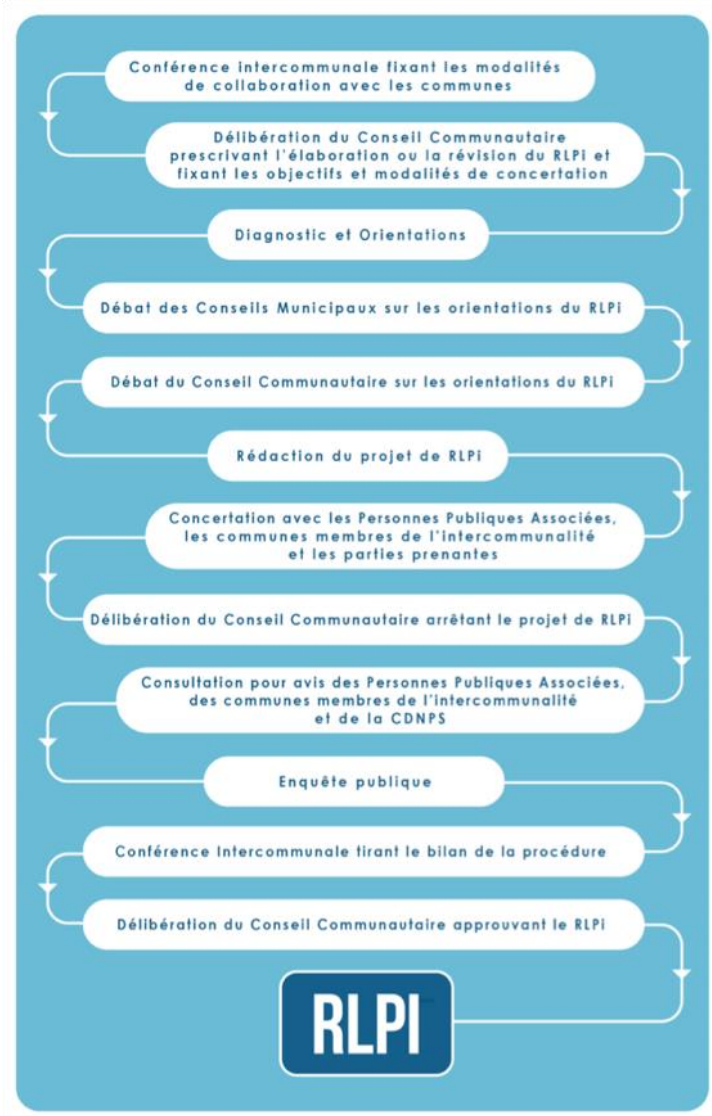
Ces modalités de concertation revêtent la forme suivante :

- ✓ la mise à disposition de l'ensemble des documents validés et des décisions relatives au RLPI sur le site internet de la communauté d'agglomération du Grand Dax ;
- ✓ l'organisation d'au moins une réunion publique d'information sur le RLPi sur le territoire du Grand Dax, dont la date et le lieu seront communiquées par voie de presse ;
- ✓ des informations dans le magazine communautaire, ainsi que sur le site internet de la communauté du Grand Dax ;
- ✓ les observations, suggestions, remarques pourront également être formulées par courrier à la communauté d'agglomération ou par courriel sur une adresse dédiée rlpi.concertation@grand-dax.fr

Parallèlement à l'élaboration du projet, il est conseillé qu'un débat sur les orientations du règlement soit organisé deux mois au moins avant son arrêt en conseil communautaire et qu'il soit parallèlement débattu au sein de chaque conseil municipal. En vue de la délibération arrêtant le projet, un bilan de la concertation est tiré. Le projet arrêté est ensuite soumis pour avis aux PPA, aux communes membres, ainsi qu'à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ce qui constitue, pour cette dernière consultation, la seule différence avec la procédure du PLU.

Le projet fait ensuite l'objet d'une enquête publique dans les conditions fixées par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du Code de l'environnement. Le projet est éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, de l'avis du commissaire enquêteur et des PPA. Puis après une nouvelle conférence intercommunale qui tire le bilan de toute la procédure, le projet de RLPi est définitivement approuvé par le conseil communautaire.

Après l'accomplissement des mesures de publicité réglementaires et sa transmission au préfet au titre du contrôle de légalité, il entre en vigueur. Le RLPi est d'application immédiate pour les publicités et les enseignes qui s'implanteront ou seront modifiées postérieurement à cette entrée en vigueur, mais ne sera opposable que deux ans plus tard pour les publicités et six ans plus tard pour les enseignes (art. L.581-43 du Code de l'environnement).



1.2 Les éléments constitutifs du RLP

Conformément à l'article R.581-72 du Code de l'environnement, un RLPi comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes. Il peut en outre comporter d'autres éléments permettant la compréhension du règlement tels que schémas explicatifs, glossaire, etc.

1.2.1 Le rapport de présentation

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic présentant l'état actuel de l'affichage publicitaire sur le territoire du RLPi. Il procède à un recensement des dispositifs en mesurant leur impact sur le cadre de vie et analyse leur conformité aux dispositions du RNP et, le cas échéant, des RLP en vigueur. Il identifie également les enjeux architecturaux et paysagers, les lieux sous forte pression publicitaire et les espaces à enjeux, c'est-à-dire les secteurs nécessitants, du point de vue de la publicité et/ou des enseignes, un traitement spécifique.

Le rapport précise les objectifs et définit les orientations en matière de publicité et d'enseignes liés aux spécificités du territoire et des espaces identifiés. Il explique enfin les choix des règles instituées dans le règlement.

1.2.2 Le règlement

Le règlement comprend les prescriptions réglementaires applicables sur le territoire couvert par le RLPi à la publicité, aux enseignes et préenseignes. En principe, qu'elles soient générales ou spécifiques aux zones identifiées par le RLPi, ces prescriptions sont plus restrictives que les dispositions du RNP applicables aux territoires concernés.

1.2.3 Les annexes

Les annexes sont constituées des documents graphiques matérialisant les différentes zones ou, le cas échéant, les périmètres[1] identifiés dans le rapport de présentation et le règlement, ainsi que les arrêtés municipaux fixant les limites du territoire aggloméré des différentes communes membres de l'agglomération et le document graphique les matérialisant.

[1] Les périmètres sont des secteurs identifiés hors agglomération situés à proximité immédiate de centres commerciaux exclusifs de toute habitation (art. L.581-7 du Code de l'environnement).

1.3 Le champ d'application de la réglementation

L'article L.581-2 du Code de l'environnement précise quels sont les dispositifs concernés par la règlementation. Trois catégories de dispositifs sont visées ; il s'agit de la publicité, des préenseignes et des enseignes.

1.3.1 La publicité

Constitue une publicité « *toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention* » (art. L.581-3 du Code de l'environnement). Sont aussi considérés comme des publicités, les dispositifs dont la fonction principale est de recevoir ces mêmes inscriptions, formes ou images.



Une publicité

La généralité de la définition de la publicité conduit à prendre en considération tous les types de publicité, réglementés par le RNP suivant :

- ✓ leurs conditions d'implantation (publicité scellée au sol, apposée sur un support existant, sur bâches, apposée sur du mobilier urbain) ;
- ✓ leurs dimensions ;
- ✓ leur caractère lumineux ou non ;
- ✓ leur mobilité (publicité sur véhicules terrestres, sur voies navigables).

Ces différents types de publicité font l'objet de dispositions spécifiques fixées par le RNP en fonction de l'importance de la population de l'agglomération dans lesquels ils sont implantés (cf. infra p.35).



Une publicité numérique



Une publicité sur véhicule terrestre

1.3.2 La préenseigne

Constitue une préenseigne « *toute inscription, forme ou image signalant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée* » (article L. 581-3 du Code de l'environnement).

La préenseigne informe le public de la proximité de l'activité, généralement par l'adjonction d'une indication de direction ou de distance.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (Art. L. 581-19 du Code de l'environnement), elles n'ont donc pas de régime particulier. Par conséquent, un RLP(i) ne peut instituer de dispositions particulières les concernant différentes de celles qui sont envisagées en matière de publicité à peine d'illégalité.



Une préenseigne

1.3.3 Le cas particulier des préenseignes dérogatoires

Parmi les préenseignes, il existe une catégorie de préenseignes qualifiées de « dérogatoires » qui ne sont pas soumises aux mêmes règles que la publicité. Elles peuvent en particulier s'implanter hors agglomération, ce que ne peut pas faire la publicité.

Pour bénéficier de ce régime dérogatoire, ces préenseignes ne peuvent signaler que les activités suivantes :

- ✓ activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales ;
- ✓ activités culturelles ;
- ✓ monuments historiques (MH) classés ou inscrits ouverts à la visite.

- ✓ Dans ce cas, elles doivent aussi respecter des conditions :
- ✓ de format ;
- ✓ de distance par rapport à l'activité signalée ;
- ✓ de nombre.

Activité signalée	Format	Nombre	Distance
Produits du terroir	1 m X 1,50 m	2	5 km
Activités culturelles		2	5 km
MH		4	10 km



Une préenseigne signalant la production et la vente de produits du terroir

Toute autre activité signalée rend la préenseigne illégale, telle la signalisation d'un restaurant, d'un hôtel, d'un garage ou d'une station-service.



Une préenseigne illégale à Herm

1.3.4 L'enseigne

Constitue une enseigne « *toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce* » (article L.581-3 du Code de l'environnement).

Comme les publicités, les dispositions applicables aux enseignes dépendent de leur mode d'implantation :

- ✓ enseignes murales installées à plat ou perpendiculaires ;
- ✓ enseignes en toiture ;
- ✓ enseignes scellées au sol ou implantées directement sur le sol.



Une enseigne sur mur



Une enseigne en toiture

1.4 Les dispositifs exclus du champ d'application de la réglementation

Malgré leur ressemblance avec les publicités, enseignes et préenseignes, certains dispositifs sont exclus du champ d'application de la réglementation issue du Code de l'environnement.

Tel est le cas des dispositifs régis par le Code de la route, dont la signalisation d'information locale, ou des dispositifs dont l'unique objet est d'apporter des informations de caractère général ou de service public à la population. Sont concernés les dispositifs à message défilant de type journal électronique d'information (JEI) ou à message fixe que l'on trouve sur d'autres types de mobilier urbain.



Signalisation d'information locale



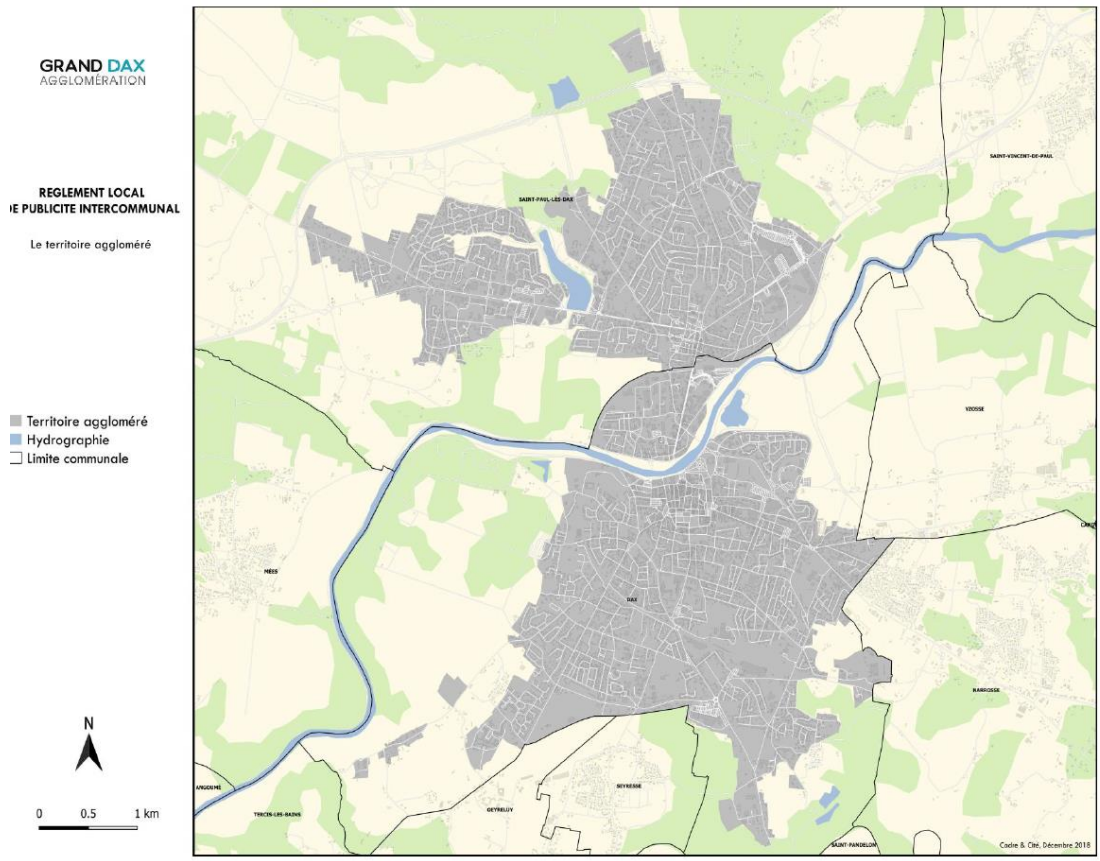
Un journal électronique d'information

1.5 La notion d'agglomération

La réglementation de la publicité est construite sur l'opposition « en agglomération/hors agglomération ». En effet, par principe la publicité est admise en agglomération, tandis qu'elle est interdite hors agglomération. Cela conduit donc à déterminer avec précision les limites de l'agglomération. Les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, ainsi que le document graphique afférent sont d'ailleurs annexés au RLPi.

L'agglomération est définie par l'article R.110-2 du Code de la route : « *Espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés et dont l'entrée et la sortie sont signalés par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde* ».

La matérialité de l'agglomération primant sur son aspect formel, il convient de vérifier que les panneaux sont correctement implantés, c'est-à-dire au droit des immeubles bâtis rapprochés et ce afin d'éviter toute difficulté d'interprétation des règles applicables.



Le territoire communal et le territoire aggloméré à Dax et Saint-Paul-lès-Dax









Diverses illustrations de panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération

PARTIE II : LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LE RLPi DU GRAND DAX

Comme il a été indiqué plus haut, par délibération en date du 30 novembre 2016, le Grand Dax a prescrit l'élaboration d'un RLPi. Plusieurs objectifs ont été définis sur la base desquelles le RLPi doit être établi. Ces objectifs sont les suivants :

1. Concilier cadre de vie et liberté du commerce et d'entreprendre sur un territoire dont l'économie repose sur le thermalisme, le commerce et le tourisme ;
2. Lutter contre la pollution visuelle aux entrées de ville, notamment sur les axes structurants du territoire ;
3. Prendre en compte les nouveaux dispositifs d'affichage ;
4. Adapter la règlementation des villes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax au contexte actuel ;
5. Maintenir l'aspect extérieur d'un local commercial visible depuis la rue de sorte que cela ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants ;
6. Autoriser la publicité dans les zones d'aménagement commercial (ZACOM) identifiées au SCoT du Grand Dax, que ces ZACOM soient comprises ou non dans une agglomération de plus de 10 000 habitants.

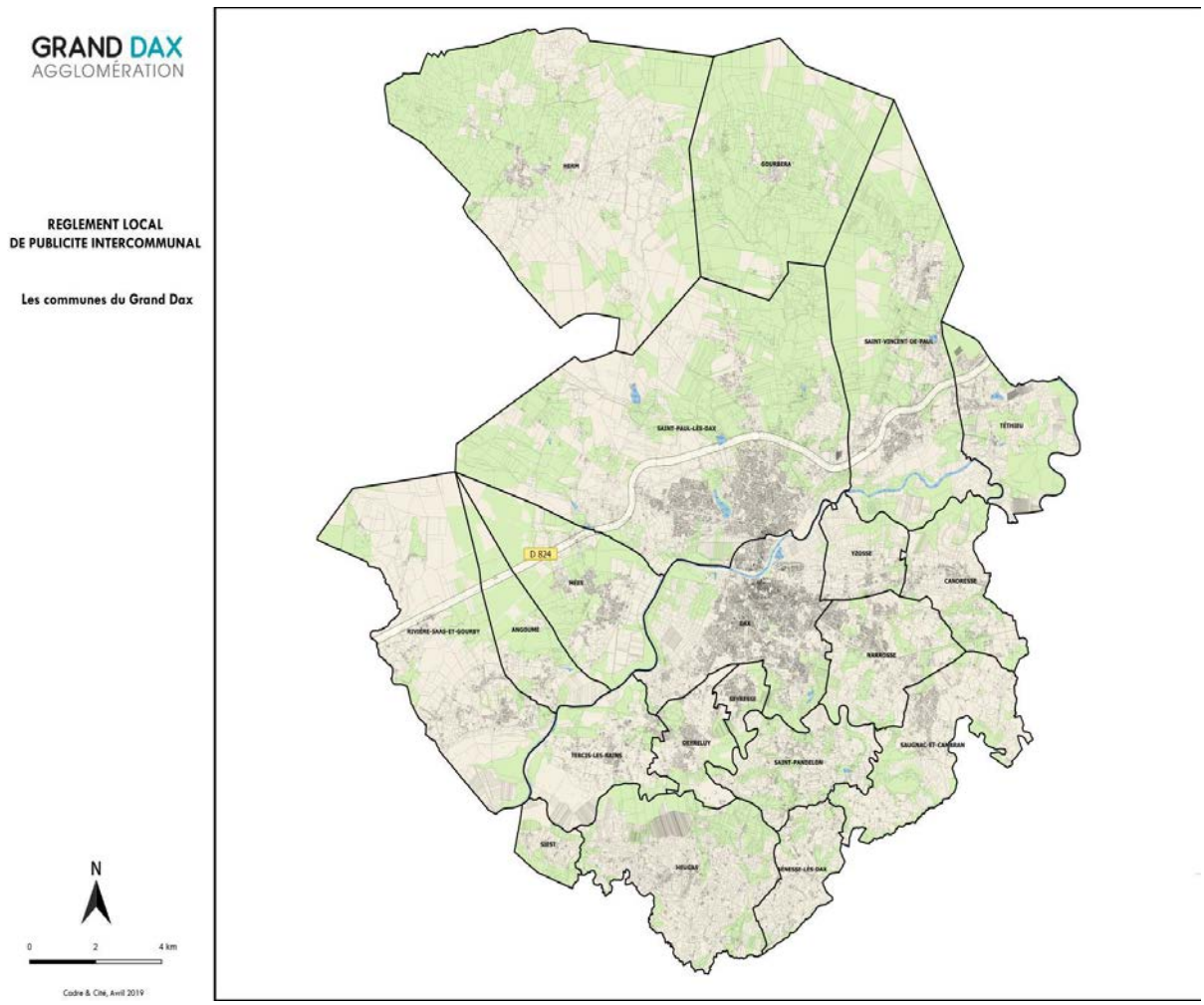
PARTIE III : LE CONTEXTE

3.1 Caractéristiques générales du territoire

Au cœur de la région Nouvelle Aquitaine, le territoire du Grand Dax, composé de vingt communes, est à la croisée des chemins entre Bordeaux, Pau et l'Espagne. Il bénéficie à cet égard d'une gare TGV, la seule du département des Landes.

Angoumé	Gourbera	Narrosse	Saint-Paul-lès-Dax	Siest
Bénesse-lès-Dax	Herm	Oeyreluy	Saint-Vincent-de-Paul	Tercis-les-Bains
Candresse	Heugas	Rivière-Saas-et-Gourby	Saugnac-et-Cambran	Téthieu
Dax	Mées	Saint-Pandelon	Seyresse	Yzosse

L'agglomération dacquoise est le premier bassin de vie du département et l'accroissement continu de sa population montre son dynamisme. L'accueil envisagé de 20 000 nouveaux habitants dans la décennie à venir porterait la population à près de 80 000 habitants à l'horizon 2030.



Les communes de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax

3.2 Caractéristiques du Grand Dax déterminantes pour l'affichage publicitaire et les enjeux en découlant

3.2.1 La population des communes

La majorité des communes du Grand Dax présente un caractère rural ; leur population est inférieure à 10 000 habitants. Les communes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax sont les seules du territoire d'étude à comptabiliser plus de 10 000 habitants.

En matière de publicité, le seuil de 10 000 habitants est fondamental car il détermine les conditions d'implantation des principales formes de publicité et de leur format (voir infra p.35).

3.2.2 L'activité économique

Le dynamisme de l'économie est lié au poids du secteur tertiaire. Ainsi, le secteur public hors santé/social représente environ 7 000 emplois, (sous-préfecture, école de l'aviation légère de l'armée de terre). 4 800 emplois dans le secteur santé/social sont dus à la présence du centre hospitalier et plus ou moins directement à l'activité thermale. Le secteur du commerce et de l'artisanat est particulièrement actif sur le Grand Dax et rayonne largement dans le département. Il se traduit autant par l'extension de grands centres commerciaux que par la redynamisation du centre-ville de Dax.
L'activité touristique est intense. Elle est essentiellement liée au thermalisme qui est en progression depuis 2010. C'est ainsi que plus de 60 000 curistes sont accueillis par an à Dax et Saint-Paul-lès-Dax (source : Ville de Dax).

Une économie vigoureuse génère la concurrence commerciale et favorise le développement de la publicité. La publicité extérieure, dont les enseignes et les préenseignes, est recherchée par les établissements commerciaux qui veulent se signaler aux visiteurs.

3.2.3 Les infrastructures de transport

Les voies de circulation publiques, les entrées d'agglomération et autres infrastructures de transport constituent des secteurs à forts enjeux en termes d'affichage publicitaire et leur densité est fonction de l'importance des flux. Les afficheurs le reconnaissent, un dispositif se doit d'être vu par le plus grand nombre et donc être présent sur axe à forte circulation.

Dans le Grand Dax, la forte activité touristique en même temps que la position des centres commerciaux engendre de nombreux déplacements. Même si la mise en œuvre du plan de déplacements urbains a eu des effets positifs sur la mutation des déplacements en voiture au profit de transports moins polluants, la voiture individuelle reste un moyen de transport privilégié. A titre d'exemple, en 2013, 84% des trajets domicile-travail était effectué en automobile *(source rapport du PLUi-H)*.

Le trafic routier reste dense. Les grands axes représentent de réels enjeux en matière d'affichage publicitaire.

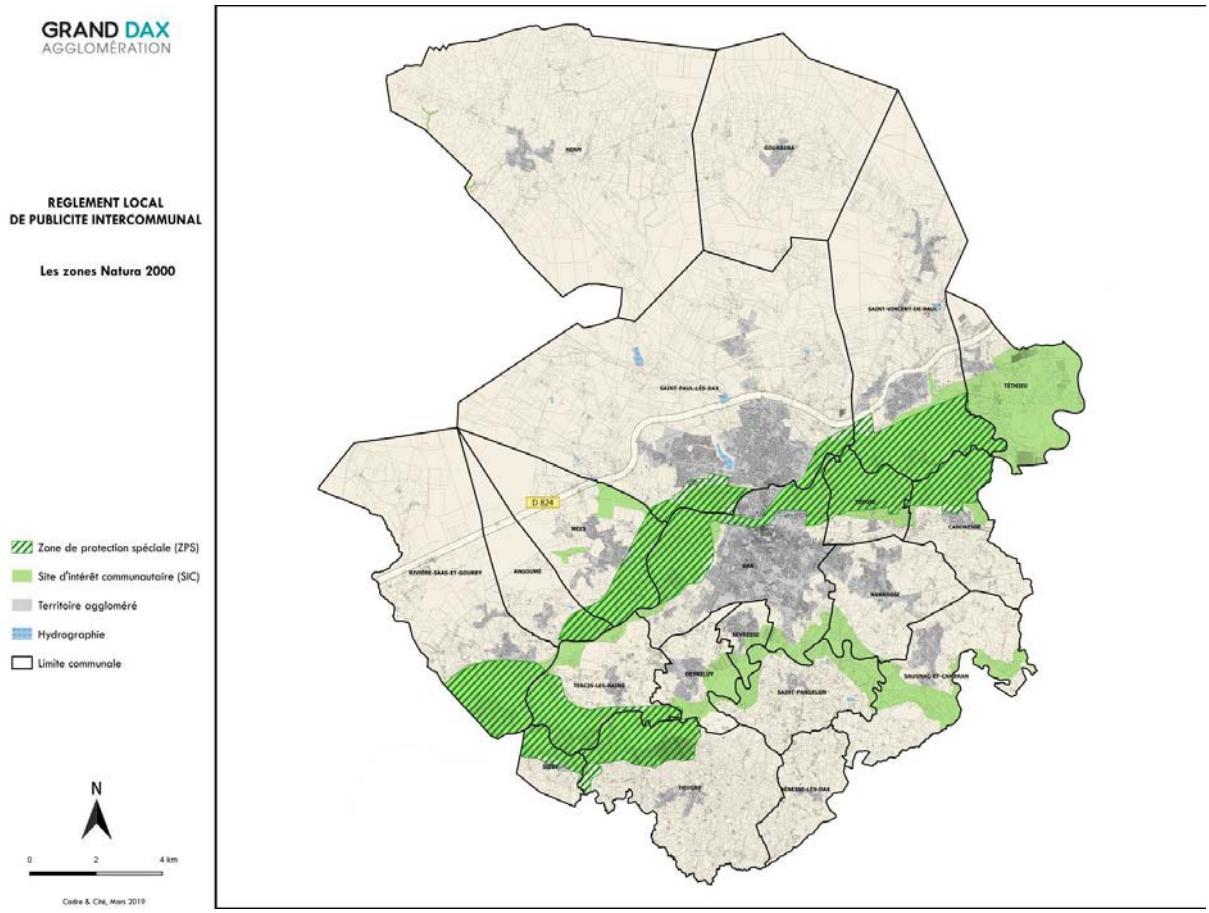
3.2.4 Les zones naturelles

Le territoire du Grand Dax dispose de territoires naturels qu'il est nécessaire de mettre en valeur pour constituer le support de développement touristique.

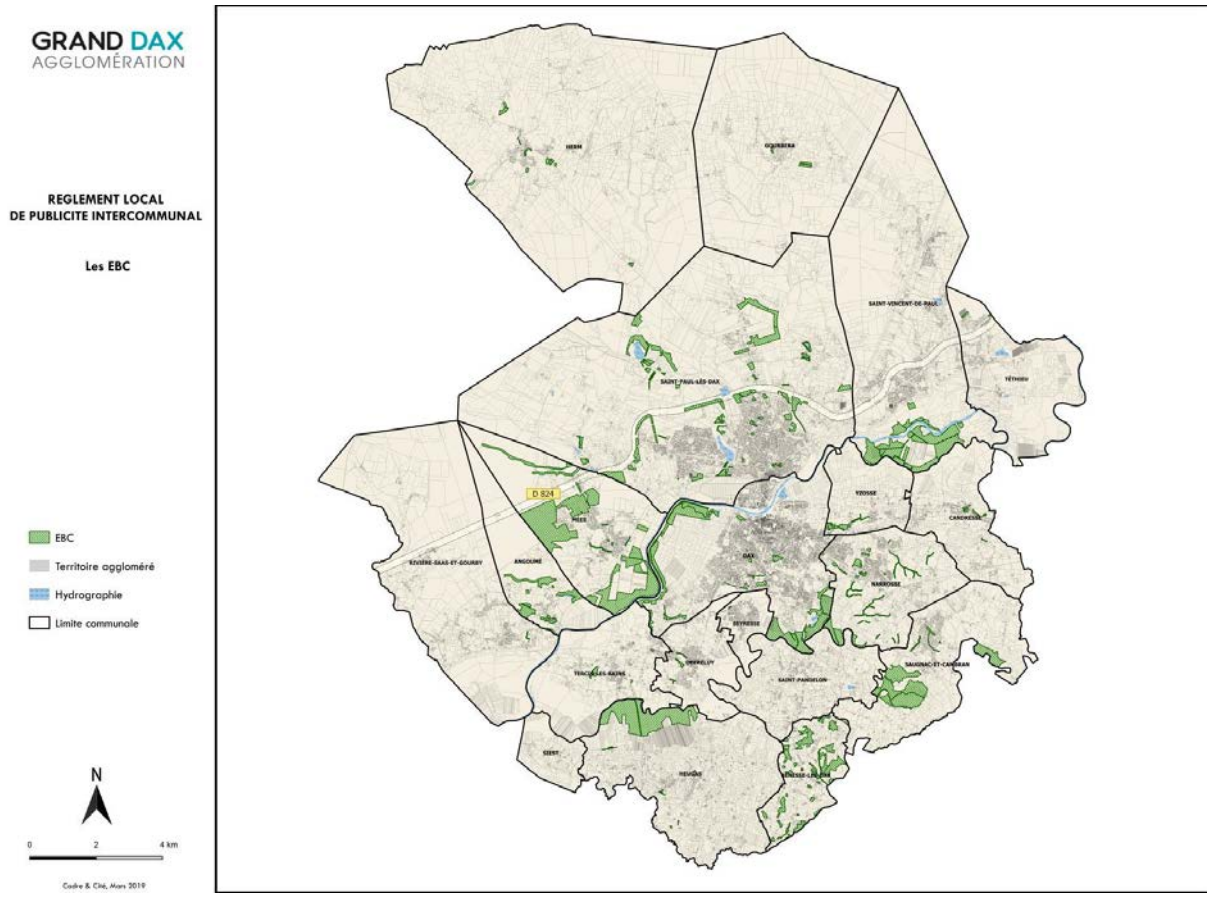
Le rapport de présentation du PLUi-H distingue :

- ✓ La diversité des cours d'eau et de zones humides, sièges d'une luxuriante biodiversité ;
- ✓ Une omniprésence de boisements à la richesse écologique hétérogène ;
- ✓ Des milieux ouverts et semi-ouverts de qualité localisés sur les collines de Chalosse ;
- ✓ Une diversité d'autres milieux localisés d'intérêt : zone humide de Laillet, ancienne carrière de Tercis-les-Bains, ancienne carrière d'Angoumé, etc.

Sur le territoire, sont répertoriés 4 sites NATURA 2000 et 3 zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF).



Les zones Natura 2000



Les espaces boisés classés

Ces zones préservées à caractère écologique sont présentes au cœur même des zones agglomérées des communes du Grand Dax. Elles ne sont pas compatibles avec la présence de dispositifs publicitaires.

3.2.5 Les monuments historiques et les secteurs protégés

Le Code de l'environnement interdit l'apposition de dispositifs publicitaires sur les monuments historiques classés ou inscrits, mais il autorise dans le cadre de l'élaboration d'un RLP(i) la réintroduction de la publicité dans les périmètres délimités des abords (PDA) ou, à défaut, à moins de 500 mètres et dans le champ de visibilité de ceux-ci.

De nombreux monuments classés et inscrits déterminants pour l'implantation de la publicité sont recensés sur le territoire du Grand Dax.

Les plus emblématiques sont la Cathédrale Notre Dame, la Fontaine Chaude et les remparts à Dax.



Cathédrale Notre Dame



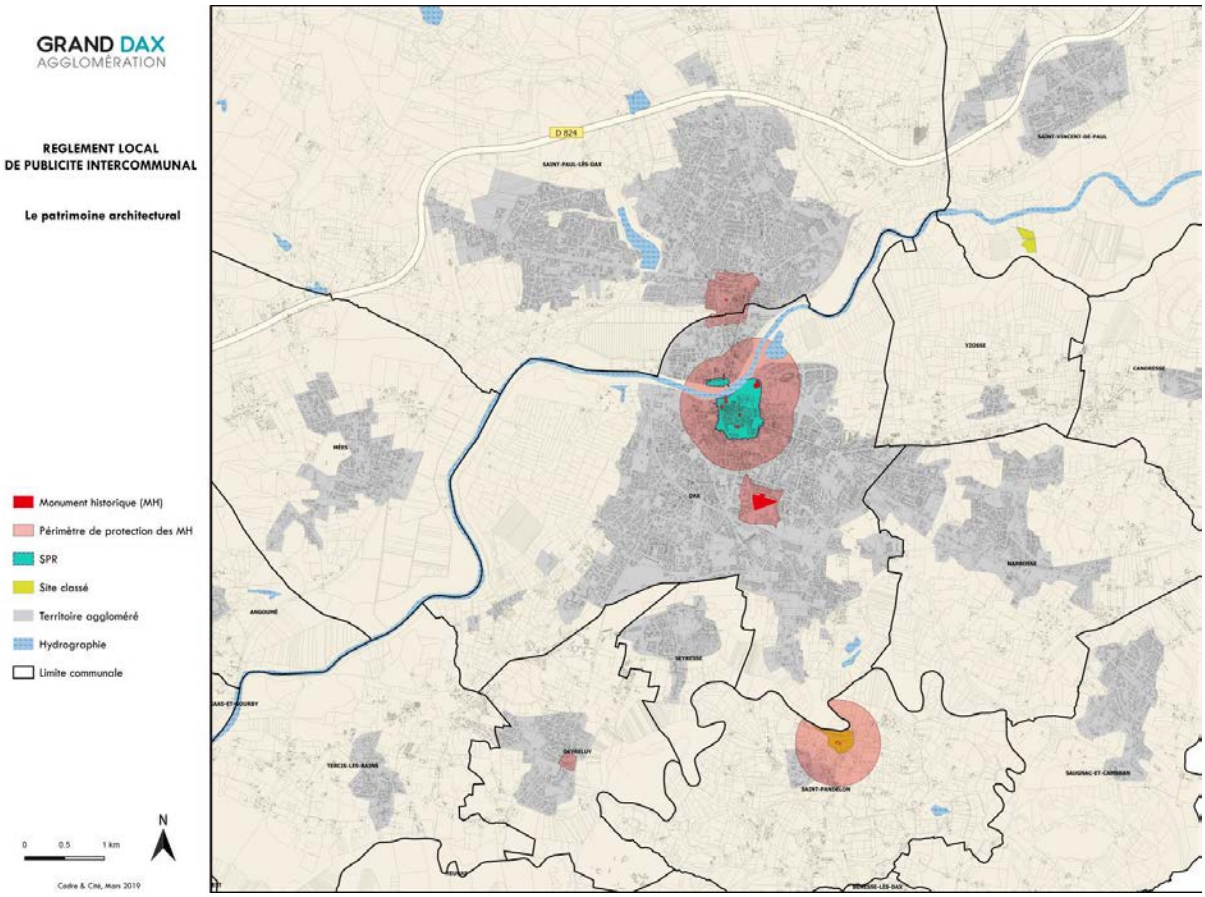
La fontaine Chaude



Les remparts

D'autres monuments historiques existent dans l'agglomération tel le château des Évêques de Dax à Saint-Pandelon.

Par ailleurs, une ZPPAUP a été créée le 25 février 1997 à Dax, couvrant le centre historique de la ville.



Le patrimoine architectural à Dax et Saint-Paul-lès-Dax

C'est avec parcimonie que la publicité peut être réintroduite dans les lieux protégés par l'article L.581-8 du Code de l'environnement.

3.2.6 Le patrimoine bâti

Le patrimoine dit « vernaculaire », d'une grande diversité, présente de grandes richesses. Plusieurs centaines de bâtis remarquables ont été recensés dans les communes : petit patrimoine lié à l'eau, au culte, à l'identité gasconne…

Sur ces bâtiments, ou à proximité, la publicité doit rester rare et de petites dimensions et les enseignes doivent être adaptées.





Constructions traditionnelles



Candresse

Les formes, les couleurs et les matériaux issus de l'architecture des bâtiments sont des caractéristiques qui marquent l'identité du territoire. Ils témoignent de l'histoire et ne doivent pas être altérés par la présence de dispositifs publicitaires, particulièrement par les préenseignes.

3.2.7 Les entrées de ville

Les entrées de ville et de bourgs (RD824, RD 947) sont de qualité hétérogène, essentiellement composées d'habitats pavillonnaires ou de zones commerciales. Ce type d'urbanisme, très consommateur d'espace, laisse de grandes possibilités pour la publicité. Dans tous les cas, l'entrée de ville est la première impression donnée au visiteur.



Une entrée d'Angoumé

Image des villes, les entrées doivent être soignées et la publicité doit y être maîtrisée.

PARTIE IV : LE DIAGNOSTIC

Le diagnostic a pour objet de faire un état de l'existant concernant tous les types de dispositifs implantés sur le territoire communal concernés par la réglementation publicitaire : publicités (et préenseignes), enseignes, mobilier urbain supportant de la publicité, microsignalétique, affichage d'opinion et affichage libre, enseignes et préenseignes temporaires.

Cette analyse permet de mesurer la pression publicitaire, d'identifier et de localiser les éventuelles illégalités et de repérer les situations qui, bien que légales au regard du RNP, portent néanmoins atteinte au cadre de vie et à l'environnement.

Elle s'accompagne, parallèlement, d'un bilan qualitatif de la publicité extérieure en la replaçant dans l'espace public et en lien avec les objectifs que s'est fixé le Grand Dax :

- ✓ La publicité et les enseignes sur les unités foncières : densité, types d'implantation, relations d'échelle avec les lieux environnants, impact sur l'architecture et les perspectives, qualité technique et esthétique des matériaux employés ;
- ✓ L'impact des dispositifs (publicité et enseignes) lumineux et numériques.

4.1 Situation du Grand Dax au regard du droit de la publicité extérieure

4.1.1 Les règles du RNP applicables sur le territoire du Grand Dax

Comme indiqué plus haut, la particularité des communes du Grand Dax est qu'elles sont soumises à des règles en matière de publicité et d'enseignes distinctes selon que leur agglomération compte plus ou moins 10 000 habitants. Au vu des chiffres de population, cela conduit à évoquer le régime juridique de la publicité et des enseignes à Dax et à Saint-Paul-lès-Dax (A), puis celui applicable dans toutes les autres communes de l'agglomération du Grand Dax (B).

A. Les dispositions du RNP applicables à Dax et Saint-Paul-lès-Dax

Le régime de la publicité

Dax et Saint-Paul-lès-Dax sont soumises au régime des agglomérations de plus de 10 000 habitants. Abstraction faite des dispositions figurant dans leurs règlements de publicité respectifs, les règles sont les suivantes :

1- Elles peuvent accueillir de la publicité scellée au sol ou directement installée sur le sol, ainsi que de la publicité murale, toutes deux d'une surface maximale de 12 m^2.

2- Elles peuvent également accueillir de la publicité lumineuse y compris numérique d'une surface maximale de 8 m^2 sous réserve toutefois que le maire autorise, au cas par cas, son implantation. Lorsque tel est le cas, la publicité lumineuse est soumise à une règle d'extinction nocturne obligeant à ce qu'elle soit éteinte entre 1 h et 6 h du matin.

3- Une règle de densité vient limiter le nombre de dispositifs par unité foncière. Ce nombre est déterminé en fonction du linéaire de façade de l'unité foncière sur la voie publique.

Ainsi, lorsque le linéaire de l'unité foncière sur la voie publique est au plus égale à 80 mètres, deux publicités murales peuvent être installées à condition d'être alignées verticalement ou horizontalement. Lorsqu'il s'agit d'installer des dispositifs scellés au sol ou installés directement sur le sol, un seul est admis lorsque le linéaire de l'unité foncière sur la voie publique est inférieur à 40 mètres, un deuxième est admis si le linéaire de l'unité foncière sur la voie publique est compris entre 40 mètres et 80 mètres. Les dispositifs peuvent être installés librement sur l'unité foncière sous réserve de respecter les autres prescriptions du RNP.

Lorsque le linéaire de l'unité foncière sur la voie publique est supérieur à 80 mètres, un dispositif supplémentaire (mural ou scellé ou installé sur le sol) est admis par tranche de 80 mètres entamée.

4- La publicité supportée par du mobilier urbain est également admise avec une surface maximale de 12 m^2. Elle n'est pas soumise à la règle de densité ci-dessus.

5- La publicité de petit format est également admise à condition que sa surface unitaire soit inférieure à 1 m^2.

6- Les bâches publicitaires (sur échafaudage ou autres) peuvent également être autorisées par le maire tout comme les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles après avis de la CDNPS.

Le régime des enseignes

Les dispositions du RNP applicables aux enseignes concernent principalement leurs conditions d'implantation. Elles imposent une limitation de leur surface totale par façade commerciale, ce qui les distingue des règles en matière de publicité qui, elles, évoquent des surfaces maximales unitaires.

1- Toutes les enseignes doivent être maintenues en bon état de propreté, d'entretien et de fonctionnement.

2- S'agissant des enseignes murales (parallèles ou perpendiculaires à la façade commerciale), elles ne doivent pas dépasser la limite du mur qui les supporte. Leur surface cumulée ne doit pas dépasser 15 % de la surface de la dite façade lorsque celle-ci est égale ou supérieure à 50 m^2 ou 25 % de la superficie de la façade lorsque celle-ci est inférieure à 50 m^2.

Surface de la façade commerciale en m^2	Surface cumulée maximale des enseignes en m^2
10	2,5
20	5
30	7,5
40	10
50	7,5
60	9
70	10,5
80	12
90	13,5
100	15
Etc.	

3- Les enseignes parallèles ne peuvent constituer une saillie supérieure à 0,25 mètre, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

4- Les enseignes perpendiculaires ne doivent constituer une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, dans une limite de 2 mètres.

5-Les enseignes en toiture doivent être composées de lettres ou de signes découpées et sans panneaux de fond, les éléments de fixation devant être dissimulés. Aucune lettre ni signe ne peut dépasser 3 m de haut et leur superficie cumulée est limitée à 60 m^2.

6- Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées à une surface unitaire maximale de 12 m^2 et une hauteur de 6,50 mètres lorsqu'elles ont 1 mètre ou plus de large ou une hauteur de 8 mètres lorsqu'elles ont moins de 1 mètre de large. Elles ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie. Leur nombre est limité à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

B. Les dispositions du RNP applicables dans les autres communes

La publicité et les enseignes implantées dans toutes les autres communes du Grand Dax sont soumises au régime des agglomérations de moins de 10 000 habitants. Ce régime est maintenu car l'unité urbaine de Dax compte moins de 100 000 habitants (57 424 habitants, source INSEE 1er janvier 2018). En effet, si l'unité urbaine avait compté plus de 100 000 habitants, le régime de la publicité applicable dans les agglomérations de 10 000 habitants se serait également appliqué dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants.

Le régime de la publicité

Les formes de publicité pouvant être admises dans ces communes sont :

- la publicité murale dont la surface maximale est limitée à 4 m² ;
- la publicité supportée par du mobilier urbain est également admise à condition que sa surface maximale soit limitée à 2 m².

Comme à Dax ou Saint-Paul-lès-Dax, la publicité de petit format est admise.



Publicités de 4 m² à Gourbera

La publicité scellée au sol, la publicité numérique et la publicité supportée par du mobilier urbain d'une surface supérieure à 2 m² sont interdites dans toutes les communes du Grand Dax autres que Dax et Saint-Paul-lès-Dax.

Le régime des enseignes

La situation démographique des autres communes du Grand Dax n'a que peu d'incidences sur les conditions d'implantation des enseignes. En effet, les enseignes murales ou en toiture sont admises dans les mêmes conditions que dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants. La seule différence concerne la surface unitaire maximale des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol qui est limitée à 6 m^2.

4.1.2 Les dispositions figurant dans les actuels règlements de publicité

Les communes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax sont actuellement dotées de règlements de publicité qui ont été institués sous l'empire de l'ancienne législation (Dax 1990 et Saint-Paul-lès-Dax 1994). Ces deux règlements continuent à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur du RLPi du Grand Dax.

A. Le règlement relatif à l'affichage publicitaire de Dax

Le règlement de publicité de Dax crée deux zones de publicité restreinte (ZPR) où la réglementation est plus restrictive que les dispositions du RNP alors applicable.

La ZPR1 recouvre le centre ancien, les abords des monuments historiques, la zone sportive, la zone thermale. La publicité y est interdite sous toutes ses formes, à l'exception de celle qui est apposée sur le mobilier urbain, avec une limitation de surface à 2 m^2.

La ZPR2 recouvre les 13 principaux axes de la commune. Les publicités scellées au sol sont les seules autorisées, d'une surface maximum de 12 m^2, et avec une distance minimum de 75 mètres entre chacune d'elles. La publicité lumineuse est interdite.

Les enseignes font l'objet de prescriptions très précises, applicables aux deux zones :
- ✓ d'ordre qualitatif (matériaux, éclairage, graphisme, coloris…) ;
- ✓ d'ordre quantitatif (nombre d'enseignes).

Les implantations pour différents cas de figure sont détaillées : enseignes au rez-de-chaussée, en étage ou en fond de cour, tant pour les enseignes parallèles que perpendiculaires aux façades. Les enseignes « d'animation pour les rues commerçantes », les enseignes sur clôture, sur toiture et terrasse ou scellées au sol, les chevalets, les enseignes temporaires font toutes l'objet de prescriptions.

B. Le règlement de publicité de Saint-Paul-lès-Dax

Deux zones de publicité restreinte (ZPR), une zone de publicité élargie (ZPE) et une zone de publicité autorisée (ZPA) sont instituées. Une partie du territoire communal reste soumis aux dispositions générales du Code de l'environnement. Il est à noter que la publicité sur le mobilier urbain est interdite sur tout le territoire de la commune (section 5 des dispositions générales).

La ZPR 1 comprend le bourg, la zone thermale de loisirs, Poustagnac. La publicité y est interdite et les modalités d'installation des enseignes sont minutieusement décrites. Le RLP entre dans le détail pour

préciser le nombre de lignes de texte, dimensions au centimètre près, fixation des « câbles support » etc. Tous les types d'enseignes sont concernés.

La ZPR 2 (scindée en ZPR 2a et ZPR 2b) comprend une grande partie du territoire aggloméré. La publicité y est admise, la surface est limitée à 12 m². Des règles sont fixées pour les dispositifs muraux.

La ZPE est décomposée en trois secteurs, délimités sur la RD 947, et sur deux sections de la RN 2124.

Les ZPE permettaient d'accepter des publicités dans des conditions moins restrictives que le règlement national : hauteur ou surface par exemple. Elles ont disparu avec la réforme de 2010, le RLP étant nécessairement plus restrictif que le RNP.
La publicité (12 m² maximum) est soumise dans les 3 ZPE à une règle de densité fondée sur la façade d'unité foncière prévoyant 5 tranches.

La ZPA comprend 4 secteurs hors agglomération (deux sur la RN 2124, RD 16 et RD 947). Les dispositions sont identiques à celles de la ZPE.

4.1.3 Le régime particulier de l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif

Le régime de l'affichage d'opinion et de la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif exige que chaque commune réserve sur l'ensemble du territoire communal des emplacements disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

La surface minimale ainsi réservée est de :
- ✓ 4 m² pour les communes de moins de 2 000 habitants ;
- ✓ 4 m² plus 2 m² par tranche de 2 000 habitants pour les communes dont la population est comprise entre 2 000 et 10 000 habitants ;
- ✓ 12 m² plus 5 m² par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants pour les communes dont la population est supérieure à 10 000 habitants.

Pour chaque commune du Grand Dax, les obligations minimales sont donc les suivantes :

Commune	Population	Surface affichage libre
Angoumé	290	4
Bénesse-lès-Dax	538	4
Candresse	838	4
Dax	21886	22
Gourbera	373	4
Herm	1171	4
Heugas	1393	4
Mées	1834	4
Narrosse	3271	6
Oeyreluy	1738	4
Rivière-Saas-et-Gourby	1256	4
Saint-Pandelon	772	4
Saint-Paul-lès-Dax	13697	17
Saint-Vincent-de-Paul	3323	6
Saugnac-et-Cambran	1597	4
Seyresse	939	4
Siest	141	4
Tercis-les-Bains	1221	4
Téthieu	768	4
Yzosse	378	4
Total	57424	

4.2 Situation de la publicité extérieure sur le Grand Dax

L'élaboration d'un RLP nécessite de connaître la situation des publicités et des enseignes en place. L'observation quantitative et surtout qualitative permet de déterminer les enjeux : infraction à la règlementation en vigueur, lieux surchargés, matériels inadéquats, atteintes potentielles au cadre de vie.

4.2.1 Aspect quantitatif

Un recensement complet des dispositifs publicitaires a été réalisé au cours du 2ème trimestre 2018. Le nombre de publicités et préenseignes hors mobilier urbain relevé s'élève à 202 dont, par commune :

Angoumé	0
Bénesse-lès-Dax	0
Candresse	5
Dax	92
Gourbera	3
Herm	2
Heugas	2
Mées	0
Narrosse	6
Oeyreluy	0
Rivière-Saas-et-Gourby	0
Saint-Pandelon	3
Saint-Paul-lès-Dax	56
Saugnac et Cambran	7
Seyresse	4
Siest	0
Saint-Vincent-de-Paul	4
Tercis-les-Bains	0
Téthieu	0
Yzosse	18

Confirmation est faite au travers de ces relevés que la question publicitaire affecte principalement Dax et Saint-Paul-lès-Dax, et dans une moindre mesure Yzosse, en raison de l'existence d'une zone commerciale.

Dans ces trois communes, la surface de 89 % des publicités est de 12 m². Deux publicités numériques sont dénombrées.

4.2.2 La situation de la publicité dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants

Comme il a été souligné, la réglementation dans les agglomérations inférieures à 10 000 habitants qui ne font pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants laisse peu de possibilités pour le développement de la publicité. Seuls des dispositifs de 4 m² maximum peuvent être installés, sur mur uniquement, à condition que ceux-ci soient aveugles ou ne présentent que des ouvertures de moins de 0,50 m². D'autre part, la publicité est interdite hors agglomération. De nombreuses infractions ont été constatées au regard de ces deux critères.



Publicités hors agglomération à Saint-Vincent-de-Paul



Publicités hors agglomération à Narrosse



Yzosse



Publicité de 12 m² à Candresse



Préenseignes scellées au sol de 12 m² à Yzosse

D'autres infractions ont été relevées, comme la publicité dépassant du mur support.



Publicités illégales à Saugnac-et-Cambran

4.2.3 La surcharge des entrées de ville

L'entrée de ville est la partie du territoire où l'on passe d'un espace naturel à un espace urbanisé. En d'autres termes, c'est le point de contact entre le « dedans » et le « dehors » qui donne la première impression d'une agglomération.

Plus les dispositifs publicitaires sont présents, plus leur impact sur les paysages est marqué. Or, force est de reconnaître que tel est le cas. On constate, sur ces axes, une concentration de dispositifs particulièrement dommageable au paysage. Ils sont en si grand nombre - panneaux publicitaires ou enseignes scellées au sol – qu'ils rythment le paysage et altèrent toute perspective.



Dax – Route de Peyrehorade



Saint-Paul-lès-Dax – Avenue des Lacs

D'une façon générale, les dispositifs côte-à-côte, superposés ou rapprochés multiplient les obstacles dans le champ visuel et dégradent la vision du paysage.





4.2.4 Les espaces naturels

L'esprit du Code de l'environnement est de faire de la publicité - et dans une certaine mesure de l'enseigne - un phénomène urbain. Aussi, si la publicité est interdite hors agglomération, elle ne l'est pas dans les espaces non-bâtis en agglomération. Acceptable dans les secteurs urbanisés, la publicité ne trouve pas sa place dans les espaces verts.



Dax – Rue Louis Blanc



Saint-Paul-lès-Dax - Avenue Pierre Benoît



Dax – Rue Joseph de Laurens

4.2.5 La qualité des matériels et de leur implantation

Une mauvaise impression peut être accentuée par des dispositifs qui ne présentent aucune unité de matériaux, qui sont vétustes et dont l'aspect global est de piètre qualité.



Panneau d'affichage non-entretenu

Certaines implantations de publicités, bien que légales vis-à-vis du RNP, dénaturent la vision urbaine, soit en s'imposant dans des perspectives, soit en contrariant l'architecture par une trop grand proximité.





Dispositifs publicitaires jouxtant des immeubles d'habitation

4.2.6 La situation des enseignes en centre-ville

Sous l'angle de la publicité extérieure, la perception agréable d'un centre-ville nait de l'intégration des enseignes dans l'architecture des façades et, plus largement, dans l'espace urbain. A ce titre, les communes du Grand Dax montrent de bons exemples d'intégration.

Ici à Dax…







… dans les autres communes également.



Enseigne murale à Bénesse-lès-Dax



Enseignes murales et enseigne scellée au sol de petites dimensions à Herm



Enseigne perpendiculaire et enseigne parallèle à Mées



Supérette à Heugas

On constate néanmoins des enseignes qui s'insèrent moins harmonieusement dans les lieux environnants, voire portent atteinte aux perspectives. C'est notamment le cas des enseignes trop nombreuses, surdimensionnées ou installées aux étages alors que l'activité signalée n'est exercée qu'en rez-de-chaussée, ainsi que des enseignes apposées sur des clôtures ou recouvrant des éléments d'architecture.



Enseignes surdimensionnées



Nombreuses enseignes sur clôture



Abondance d'enseignes perpendiculaires



Enseigne masquant le balcon

4.2.7 Les enseignes en toiture

Les enseignes en toiture sont très nombreuses à Dax et à Saint-Paul-lès-Dax. Indiquant les hôtels et les établissements thermaux, elles sont une vraie caractéristique de la ville. Sous réserve de leur mise en conformité par rapport au RNP pour certaines (lettres découpées et dissimulation des supports), elles doivent être conservées.







4.2.8 Les enseignes dans les zones d'activités

Les zones commerciales sont nombreuses sur le Grand Dax. Les enseignes y sont abondantes, en corrélation avec l'activité économique qui s'y exerce. Leur situation est contrastée et dépend le plus souvent de l'ancienneté de l'activité qu'elles signalent.

A. <u>A Dax et Saint-Paul-lès-Dax</u>

Ainsi dans les secteurs récents, les enseignes, qu'elles soient murales ou scellées au sol, sont de qualité ; l'insertion paysagère est à remarquer. La perception générale qui se dégage est une assez bonne intégration des enseignes dans leur environnement ; le RNP est globalement respecté.







Saint-Paul-lès-Dax



Dax

B. Sur les autres parties du territoire

Dans les zones commerciales anciennes, l'aspect est plus désordonné. Le secteur commercial d'Yzosse, notamment, révèle une implantation anarchique d'enseignes.





Il est à noter qu'aucune zone commerciale hors agglomération ne correspond pas à la définition d'un centre commercial au sens où l'entend le ministère de la transition énergétique. Un « périmètre » où la publicité pourrait être autorisée ne peut donc y être créé. En effet, selon l'article L.581-7 du Code de l'environnement, un périmètre peut être établi à « *proximité immédiate des établissements de centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération* ».

PARTIE V : LES ORIENTATIONS

Synthèse des observations

- ✓ Dans les 18 communes de moins de 10 000 habitants, les panneaux publicitaires sont quasiment interdits par le RNP. Ceux qui existent sont en majorité illégaux et l'État peut déjà les faire disparaitre ;
- ✓ Les RLP de Dax et Saint-Paul-lès-Dax ont permis de préserver le centre de ces villes ;
- ✓ La publicité est inopportune dans les espaces verts ;
- ✓ La densité de publicité est trop importante sur certains axes de Dax et Saint-Paul-lès-Dax ; entre-autres, les dispositifs côte-à-côte affectent les perspectives ;
- ✓ La surface de 12 m^2, combiné à la trop grande proximité des maisons d'habitation, à la mauvaise qualité et au mauvais entretien du matériel nuisent à la bonne intégration de la publicité dans le paysage ;
- ✓ La publicité numérique progresse et un encadrement est nécessaire pour préserver Dax et Saint-Paul-lès-Dax de leur prolifération.
- ✓ Compte tenu des mesures nationales relatives aux enseignes, quelques-unes d'entre-elles se trouvent en infraction, principalement en raison de leur surface, mais la situation est globalement satisfaisante, notamment dans les nouveaux centres commerciaux ;
- ✓ En centre-ville, des efforts d'intégration des enseignes dans l'architecture ont été réalisés, d'autres restent à faire.

Il est à noter en préambule qu'une différence notable doit être faite entre les deux communes de plus de 10 000 habitants et les communes de moins de 10 000 habitants. Dans ces dernières, il n'y a pas de nécessité d'imposer des normes plus contraignantes que la réglementation nationale.

Orientation n°1 : supprimer la publicité dans les espaces verts

En agglomération, les jardins et parcs aèrent le paysage et contribuent largement au bien-être des habitants et des visiteurs. La publicité n'y a pas sa place.

Orientation n°2 : limiter la densité

La multiplication de dispositifs publicitaires sur un même site augmente leur impact sur le cadre de vie et multiplie la gêne qu'ils peuvent occasionner.

Orientation n°3 : supprimer la publicité aux entrées de ville

Les voyageurs n'ont pas à être accueillis par des dispositifs de grande taille qui déprécient la première impression que donne l'agglomération.

Orientation n°4 : réduire la surface maximum des publicités de 12 m² à 8 m²

Le standard national de 12 m² est en régression depuis le début du siècle sur tout le territoire national, car inadapté à l'environnement, dans les zones pavillonnaires par exemple.

Orientation n°5 : éloigner la publicité des habitations

L'architecture, qu'elle soit remarquable ou banale, compose la structure visuelle de la ville. Les dispositifs publicitaires ne doivent pas la masquer.

Orientation n°6 : exiger une qualité de matériel et d'entretien

Au-delà de l'obligation d'entretien imposée par le règlement national, les matériels publicitaires doivent être de bonne qualité et être harmonisés entre eux.

Orientation n°7 : laisser à chaque commune un large pouvoir d'appréciation sur le mobilier urbain publicitaire

Le mobilier urbain publicitaire (abris pour voyageurs et planimètres essentiellement) présente la caractéristique d'être installé avec l'autorisation de la ville, qui en a le contrôle. Chaque maire doit pouvoir décider du matériel qui lui est nécessaire.

Orientation n°8 : accepter la publicité sur mobilier urbain dans les sites protégés

La publicité est interdite dans les lieux visés à l'article L.581-8 du Code de l'environnement (sites patrimoniaux remarquables, abords des monuments historiques, etc). La loi laisse toutefois la possibilité au règlement local de publicité d'introduire la publicité dans ces lieux, de manière raisonnée. Répondant aux besoins culturels et soutenant l'animation de la vie locale, le mobilier urbain publicitaire peut être accepté, sous l'étroite surveillance des maires.

Orientation n°9 : définir les lieux et les conditions d'implantation de la publicité numérique

La publicité numérique se développe. Son devenir et son impact sur le cadre de vie étant difficiles à anticiper, des règles de prudence s'imposent : choix des lieux où elle pourrait potentiellement s'installer, conditions de surface.

Orientation n°10 : exiger une qualité d'enseigne

Une enseigne de mauvaise qualité dévalorise l'établissement qu'elle signale et l'image de la ville. Le RLPi fixera des exigences pour les matériaux, les éclairages, etc.

Orientation n°11 : limiter l'utilisation des clôtures

Les clôtures minérales, végétales ou autres sont des éléments structurants du paysage. Ils n'ont pas à supporter des enseignes de grandes dimensions.

Orientation n°12 : limiter l'occultation des vitrines

Les autocollants apposés à l'extérieur des vitrines sont des enseignes. Sans doute utiles à l'animation commerciale, ils ne doivent pas occulter une partie trop importante des baies.

Orientation n°13 : poursuivre la politique des lettres découpées

Les enseignes composées de lettres et signes découpés apposés sur les murs ne les masquent pas et valorisent l'architecture des bâtiments.

Orientation n°14 : réduire les dimensions des enseignes scellées au sol

Les enseignes scellées au sol créent un écran dans le paysage qui obstrue les perspectives. Une enseigne de petite dimension suffit à signaler l'activité.

Orientation n°15 : encadrer les dimensions des enseignes numériques

Comme pour les publicités, des mesures de prévention éviteront un débordement des dispositifs numériques apposés sur les commerces.

Orientation n°16 : fixer des horaires d'extinction pour les dispositifs lumineux

Le RNP a fixé entre 1 h et 6 h la plage d'extinction nocturne des dispositifs lumineux. Elle peut être étendue, afin de préserver la quiétude des habitants, de réaliser des substantielles économies d'énergie et de lutter contre la pollution lumineuse nocturne.

PARTIE VI : L'EXPLICATION DES CHOIX

Sur la base des objectifs définis par le conseil communautaire, des enjeux se rapportant à chaque lieu et en regard du diagnostic et des orientations qui en sont issues, 6 zones ont été déterminées, ayant chacune leurs règles propres.

En agglomération, les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité (article L.581-19 du Code de l'environnement). Afin de simplifier la lecture du RLP, le texte n'emploie donc que le mot « publicité », qui regroupe publicités et préenseignes.

La publicité peut être admise dans les lieux d'interdiction relative. Il est donc posé en principe général la dérogation aux interdictions fixées par l'article L.581-8 du Code de l'environnement et la soumission des publicités au régime défini dans chaque zone.

6.1 Le choix des zones

6.1.1 La zone 1 : les parties non-agglomérées du territoire du Grand Dax

Hors agglomération, la publicité est en principe interdite. Seules peuvent être implantées des préenseignes dérogatoires, réservées à quelques activités et dont la surface et le nombre limités ne peuvent présenter de nuisances pour le cadre de vie.

En revanche, les enseignes, auxquelles tout établissement a droit au nom du principe de la liberté du commerce et de l'industrie, peuvent dans certains cas prendre des proportions disproportionnées. L'encadrement de leur format s'avère alors nécessaire.

6.1.2 La zone 2 : les agglomérations autres que Dax et Saint-Paul-Lès-Dax

Le rapport de présentation fait état de la différence de régime entre les agglomérations de plus et de moins de 10 000 habitants et le diagnostic montre que 17 communes sur 20 ne connaissent pas de difficultés liées à la publicité extérieure. Les quelques problèmes relevés concernent une mauvaise application du RNP.

Pour ces communes, le régime du RNP convient donc, complété par quelques prescriptions relatives aux enseignes, dont notamment celles qui sont scellées au sol.

6.1.3 La zone 3 : les centres anciens de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax

La sensibilité patrimoniale des centres-villes nécessite un traitement particulier, permettant la réintroduction éventuelle, de façon mesurée, de la publicité et le traitement des enseignes, afin que celles-ci participent à la mise en valeur du patrimoine architectural.

6.1.4 La zone 4 : les grands axes de circulation de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax

Les abords des grands axes sont les lieux les plus recherchés pour la publicité. Le patrimoine architectural traversé est généralement banal et les zones naturelles peu nombreuses. D'une façon générale, la nature de ces zones ne justifie pas de restrictions importantes. Néanmoins, elles contribuent à l'image de la ville dont elles sont les entrées. En conséquence, si la publicité y a sa place, ses conditions d'implantation doivent être maîtrisées par une réduction de leur format et de leur nombre.

6.1.5 La zone 5 : les zones d'activités de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax

Comme les grands axes, les zones d'activités sont recherchées : La grande largeur des voies, les vastes parkings, la forte fréquentation en font le lieu de prédilection de la publicité extérieure sous toutes ses formes.

Le RNP est complété par de règles limitant la surface et la densité des publicités et des enseignes. La délibération de prescription du RLPi avait fixé comme objectif d'autoriser la publicité dans les ZACOM identifiées au SCoT qu'elles soient comprises ou non dans une agglomération de plus de 10 000 habitants. Or, les caractéristiques de ces zones, lorsqu'elles sont comprises dans une agglomération de moins de 10 000 habitants, montrent que du point de vue du droit de la publicité elles ne peuvent être identifiées comme pouvant recevoir de la publicité dans des conditions différentes que celles pour le reste du territoire aggloméré de ces communes. Par suite, elles ne figurent pas dans la zone 5. Seules sont identifiées les ZACOM des communes de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax.

6.1.6 La zone 6 : les secteurs résidentiels de Dax et Saint-Paul-lès-Dax

Quartiers pavillonnaires ou d'habitat collectif, les zones urbaines à dominante résidentielle se caractérisent par une circulation modérée, une quiétude environnante, des commerces du quotidien disséminés ou regroupés en petit nombre. Une protection très forte est donc justifiée et le RLP impose des restrictions aux publicités et à certains types d'enseignes.

6.2. Les dispositions applicables dans chaque zone

6.2.1 Dispositions applicables en zone 1

Comme on l'a indiqué plus haut, la publicité est interdite par principe hors agglomération ; le RLPi ne peut donc être plus restrictif. Par conséquent, il ne prévoit aucune règle concernant la publicité.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont susceptibles de générer des nuisances par leurs dimensions. Leur surface maximum est limitée en conséquence à 4 m^2 et leur hauteur à 4 m.

Les murs de clôture et les clôtures qui structurent le paysage, doivent demeurer visibles ; les enseignes de grande dimension y sont interdites.

Dans le respect du caractère rural, et pour des raisons écologiques, les enseignes présentant un éclairage trop éblouissant ne sont pas admises : caissons lumineux, enseignes numériques, messages défilants. Parallèlement, afin de contribuer aux économies d'énergie nationales, la plage des horaires d'extinction nocturne est étendue de 4 heures : 23h/7h contre 1h/6h.

Enfin, les adhésifs apposés à l'extérieur des vitrines et dont les messages se rapportent à l'activité exercée dans le local sont des enseignes. S'ils peuvent être utiles à la vie commerciale, une occultation des vitrines trop importante, à plus forte raison totale, est préjudiciable à l'aspect extérieur des commerces. La surface des enseignes adhésives est donc limitée, cette règle étant cumulative avec le pourcentage défini par le RNP (article R. 581-63 du Code de l'environnement).

D'une façon générale, comme il l'est précisé en toutes zones, les enseignes doivent s'harmoniser au bâtiment qui les supporte ou aux lieux avoisinants.

6.2.2 Dispositions applicables en zone 2

A. Les publicités

Le RNP limite la publicité à une surface raisonnable de 4 m^2. Cette limitation est reprise dans le RLPi sauf dans les sites inscrits où la limitation est plus forte puisque le format de la publicité y est ramené à 2 m^2. En complément, le RLPi impose l'isolement des dispositifs (un seul par mur), leur juxtaposition multipliant les écrans visuels comme le montre les photos réalisées à l'occasion du diagnostic.

Les entrées de ville, dont l'importance est présentée dans les parties enjeux et diagnostic du présent rapport, sont préservées par une mesure d'interdiction de la publicité dont la surface est supérieure à 2 m^2, sur une distance de 150 mètres à partir des panneaux d'entrée ou de sortie d'agglomération (panneaux EB-10 et EB-20).

La publicité sur mobilier urbain est également limitée à 2 m^2. A cet égard, il convient de préciser ici, comme dans les autres zones du RLPi, que le mobilier urbain comportant de la publicité est uniquement régi par les dispositions générales et les dispositions spécifiques le concernant.

Le calcul des surfaces publicitaires : par application de la jurisprudence du Conseil d'État, les formats publicitaires évoqués dans le présent règlement sont des surfaces dites « hors-tout », c'est-à-dire qu'elles s'entendent encadrement compris. Toutefois, et comme le précise la circulaire du 19 octobre 2019, lorsque la publicité est supportée par du mobilier urbain, le format publicitaire est une surface dite « utile », c'est-à-dire qu'elle ne s'applique qu'à l'affiche ou à l'écran, s'il s'agit d'un dispositif numérique.

B. Les enseignes

Leur régime est identique à celui des enseignes hors agglomération, la configuration des lieux présentant de larges similitudes.

6.2.3 Dispositions applicables en zone 3

A. Les publicités

Un nombre limité de catégories de dispositifs publicitaires est admis.

Majoritairement installé directement sur le sol par les commerçants, le type de publicité communément appelé « chevalet », est admis. Le nombre est limité à un dispositif par établissement, qui doit être installé au plus près de la façade. La surface maximum prévue par le RLP exclut l'installation de drapeaux et objets divers.

En raison de leur caractère éphémère, peuvent également être autorisées les publicités sur les palissades de chantier et sur les bâches de chantier, dans le respect des conditions nationales (installation sur des échafaudages nécessaires à la réalisation des travaux, pendant la durée d'utilisation effective).

Les autres bâches publicitaires pourront être autorisées par le maire, l'examen des demandes se faisant au cas par cas. Le nombre de possibilités est infime.

La publicité de petit format est soumise aux dispositions du RNP, le RLPi ne prévoit pas de règles particulières la concernant.

La publicité est admise sur le mobilier urbain, en raison de ses fonctions d'intérêt général. De plus, l'installation de chaque mobilier est soumise à l'accord de la collectivité, préservant ainsi le domaine public d'implantations intempestives par leur nombre ou malencontreuses par leur position. Sa surface est limitée à 2 m^2, à l'exception des colonnes porte-affiches. Évolution technologique aidant, ces mobiliers urbains pourront recevoir de la publicité numérique.

B Les enseignes

La qualité architecturale des lieux figurant en zone 3 impose d'encadrer les conditions dans lesquelles seront délivrées les autorisations d'enseignes, en complément des règles nationales.

Le nombre d'enseigne à plat sur le mur est limité à un dispositif par établissement et par voie. Toutefois, afin de garantir une bonne intégration aux devantures, la possibilité est laissée aux enseignes de pouvoir être placées au-dessus de chaque vitrine. Les lettres découpées laissent voir les matériaux qui composent la façade du bâtiment et les éventuels éléments de décoration, elles sont encouragées.

Le RLP accepte une seule enseigne perpendiculaire par établissement et par voie. Néanmoins, le cas spécifique des bâtiments à usage exclusivement commercial est prévu.

Les enseignes numériques, eu égard à leur trop grand impact visuel, sont interdites.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol créent un obstacle visuel susceptible d'affecter les perspectives. Elles ne se justifient que pour les établissements étant dans cette zone et situés en retrait de l'alignement. Leur surface doit alors être comprise entre 1 m^2 et 2 m^2.

6.2.4 Dispositions applicables en zone 4

A. Les publicités

Dans ces contextes urbains plus aérés, les potentialités d'implantation sont importantes du fait de la moindre densité du tissu urbain. La publicité peut y trouver sa place sans compromettre le cadre de vie. Elle est admise sur les propriétés privées, sa surface est limitée à 10,5 m² encadrement compris, format plus adapté que les anciens 12 m², et qui correspond à une surface d'affiche de 8 m² environ, nationalement utilisée par les professionnels de l'affichage.

La sobriété de présentation (pied unique), l'habillage du dos des dispositifs, la suppression des accessoires, la hauteur par rapport à la voie la plus proche sont des normes esthétiques.

Une règle de recul de 5 mètres est instaurée vis-à-vis d'un bâtiment d'habitation situé sur le même fond, afin d'éviter une trop grande proximité (inesthétique), ce que n'interdit pas le RNP. Pour mémoire, les règles nationales imposent par ailleurs un recul de 10 mètres par rapport aux baies des fonds voisins.

La règle de densité nationale, fondée sur la longueur de façade des unités foncières bordant la voie ouverte à la circulation publique, permet, sur un plan théorique, l'installation d'un ou plusieurs panneaux publicitaires dans chacune des unités foncières bordant les voies concernées. Une multiplication des panneaux étant préjudiciable à la lecture du paysage urbain, une règle propre à la zone 4 est instituée, plus sévère que la règle nationale. Est ainsi interdite la publicité scellée au sol dans les plus petites unités foncières, inadaptées à la réception de grands panneaux. Une longueur de 20 mètres a été retenue. Au-delà de 20 mètres, un seul dispositif par unité foncière est admis.

Le domaine public ferroviaire, qui comporte par hypothèse de grands linéaires, peut recevoir un nombre supérieur de dispositifs. C'est une règle d'interdistance de 100 mètres minimum entre les dispositifs qui est instaurée.

Les publicités numériques sont admises sur le mobilier urbain. Sur les propriétés privées, elles ne peuvent être autorisées en raison de leur impact sur le voisinage.

B. Les enseignes

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol, destinées à la signalisation de tous les établissements, peuvent être autorisées en toutes circonstances. Dans l'objectif de les harmoniser et de les distinguer des dispositifs publicitaires scellés au sol, un gabarit est fixé : la hauteur est au minimum 2 fois supérieure à la largeur. A l'intérieur de ce gabarit, les possibilités d'adaptation et de personnalisation propres à chaque entreprise sont libres.

Pour les mêmes raisons que les publicités, les enseignes numériques sont interdites.

6.2.5 Dispositions applicables en zone 5

A. Les publicités

La plupart des dispositions sont les mêmes qu'en zone 4. En effet, le principe est d'admettre largement le principe de l'expression publicitaire, en la maîtrisant toutefois au moyen des règles de surface et de densité.
Dans cette zone dénuée d'habitations, la publicité numérique peut être autorisée, sa surface étant limitée à 6 m^2 et sa densité faisant l'objet d'une règle adaptée à son impact sur l'environnement : une distance de 200 mètres minimum est imposée entre deux dispositifs.

B. Les enseignes

Les enseignes suivent le régime du règlement national de publicité, dont les normes de surface, hauteur, densité conviennent aux zones d'activité. Le RLPi ajoute des prescriptions pour les enseignes scellées au sol et pour les enseignes numériques, dont les conséquences sur le paysage ont été montrées.

La surface maximum d'enseignes par rapport à la surface de la façade, définie par l'article R.581-63 du Code de l'environnement est réduite lorsqu'une au moins des enseignes est numérique, compte-tenu de l'impact de ces dernières.

6.2.6 Dispositions applicables en zone 6

A. Les publicités

Les zones résidentielles présentent des visages variés : ensembles pavillonnaires, habitat collectif de dimensions diverses, tissu urbain resserré ou relâché. Dans tous les cas, les habitants doivent trouver la quiétude et le bien-être.

Dans cette zone, la publicité est totalement interdite, à l'exception des publicités apposées sur le mobilier urbain, la collectivité en ayant la maîtrise au cas par cas. Leur surface est limitée à 2 m^2. Les publicités numériques sont interdites, sauf sur le mobilier urbain.

B. Les enseignes

Dans ces lieux, le commerce de proximité domine. Élément d'animation indispensable aux quartiers, il doit être signalé correctement au moyen de l'enseigne. L'enseigne situe le commerce et en donne une première image. Elle contribue plus largement à l'image de la ville.

Les règles propres aux enseignes doivent être suffisantes pour obtenir une bonne intégration à tous les types de bâti, mais rester simples. Dans cet objectif, les enseignes à plat ou perpendiculaires sont limitées à une par voie bordant l'établissement et doivent se tenir dans l'emprise du rez-de-chaussée.

Les enseignes numériques sont interdites.

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol peuvent être nécessaires pour un établissement dont la visibilité depuis la rue est médiocre. Elles sont autorisées, jusqu'à 2 m^2. Elles se substituent aux enseignes perpendiculaires et réciproquement.

GRAND DAX
AGGLOMÉRATION

RLPi

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

2- REGLEMENT

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND DAX

Vu pour être annexé à la délibération d'approbation du RLPi en date du 18/12/2019

La Présidente,

Elisabeth BONJEAN

Table des matières

INTRODUCTION 3

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1 4

A. Dispositions relatives à la publicité 4

B. Dispositions relatives aux enseignes 5

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2 7

A. Dispositions relatives à la publicité 7

B. Dispositions relatives aux enseignes 9

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 3 11

A. Dispositions relatives à la publicité 11

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 4 15

A. Dispositions relatives à la publicité 15

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 5 20

A. Dispositions relatives à la publicité 20

B. Dispositions relatives aux enseignes 22

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 6 25

A. Dispositions relatives à la publicité 25

B. Dispositions relatives aux enseignes 26

INTRODUCTION

Le règlement local de publicité intercommunal (RLPi) institué sur le territoire de la communauté d'agglomération du Grand Dax comporte 6 zones (zones n°1 à n°6). Ces zones sont délimitées suivant le document graphique joint en annexe.

Le présent règlement complète et adapte les dispositions du règlement national de publicité (RNP) figurant aux articles R.581-1 et suivants du Code de l'environnement. Les dispositions du RNP non expressément modifiées par le présent règlement continuent de s'appliquer.

Il déroge aux interdictions prévues au I de l'article L.581-8 du Code de l'environnement. Par conséquent, les publicités installées dans les lieux visés à cet article sont soumises aux règles de la zone dans laquelle elles se trouvent.

Conformément à l'article L.581-19 du Code de l'environnement, en agglomération, les préenseignes sont soumises au même régime que les publicités. En conséquence, les dispositions du présent règlement qui régissent les publicités en agglomération s'appliquent également aux préenseignes.

Aux abords d'un monument historique et en Site Patrimonial Remarquable (SPR), l'accord de l'architcte des bâtiments de France est obligatoire.

Sont annexés au présent règlement :

- le document graphique faisant apparaître les zones. Ce document a valeur réglementaire ;
- les arrêtés municipaux fixant les limites des agglomérations des communes du Grand Dax qui sont également représentées sur un document graphique ;
- un glossaire.

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1

Article 1.1 : Définition de la zone

La zone 1 est constituée par les parties non agglomérées du territoire du Grand Dax. Elle correspond aux zones non colorées sur le plan annexé au présent règlement.

A. Dispositions relatives à la publicité

Article 1.2 : Dispositions générales

Toute publicité est interdite en application de l'article L.581-7 du Code de l'environnement.

Article 1.3 : Densité

Sans objet.

Article 1.4 : Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

Sans objet.

Article 1.5 : Dispositifs publicitaires muraux

Sans objet.

Article 1.6 : Publicité sur mobilier urbain

Sans objet.

Article 1.7 : Publicité de petit format

Sans objet.

Article 1.8 : Publicité sur bâche

Sans objet.

Article 1.9 : Publicité numérique

Sans objet.

Article 1.10 : Publicité sur palissades de chantier

Sans objet.

B. Dispositions relatives aux enseignes

Article 1.11 : Dispositions générales

L'installation d'une enseigne peut être refusée si, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation, elle modifie la perception des lignes principales du bâtiment sur lequel elle est installée et porte atteinte :

- à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade ;
- aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique.

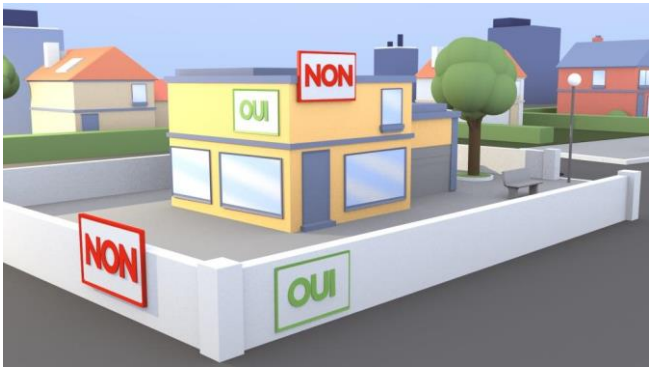
Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

Sont interdits :

- les enseignes d'une surface supérieure à 0,12 mètre carré sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non ;
- les enseignes fixées sur les arbres ou plantations ;
- les caissons lumineux, les enseignes numériques, ainsi que les enseignes à messages défilants.

Article 1.12 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne ne doit pas dépasser la limite du mur qui la supporte

La surface cumulée des enseignes appliquées sur les surfaces vitrées ne peut excéder 15 % de la surface totale de ces surfaces vitrées.

Article 1.13 : Enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte se conforment aux dispositions du règlement national de publicité. Toutefois, leur saillie par rapport au mur est limitée à 1 mètre carré.

Article 1.14 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne peut excéder 4 mètres carrés et leur hauteur ne peut excéder 4 mètres au-dessus du niveau du sol.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les messages doivent être regroupés sur une seule enseigne.

Article 1.15 : Les enseignes en toiture

Les enseignes en toiture se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne en toiture doit être composée de lettres découpées

Article 1.16 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 1.17 : Extinction nocturne

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.



La boulangerie ouvre à 7 heures, son enseigne peut être allumée à 6 heures.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 2

Article 2.1 : Définition de la zone

La zone 2 est constituée par les agglomérations autres que Dax et Saint-Paul-lès-Dax. Elle est repérée en vert sur le plan annexé au présent règlement.

A. Dispositions relatives à la publicité

Article 2.2 : Dispositions générales

Toute publicité est interdite sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non, ainsi que dans les zones naturelles ou agricole et espaces boisés classés repérés dans le ou les documents d'urbanisme en vigueur.

De même, toute publicité d'une surface supérieure à 2 mètres carrés est interdite à moins de 150 mètres des panneaux d'entrée ou de sortie d'agglomération mis en place au titre du Code de la route.

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Article 2.3 : Densité

Outre le respect de la règle nationale de densité, une façade ou un pignon ne peut accueillir qu'un seul dispositif publicitaire mural.

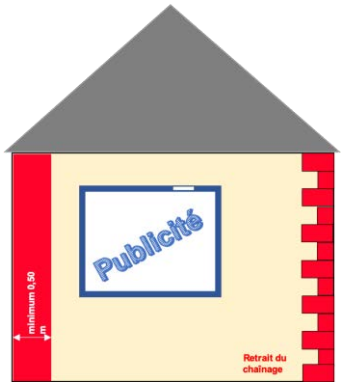
Article 2.4 : Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits.

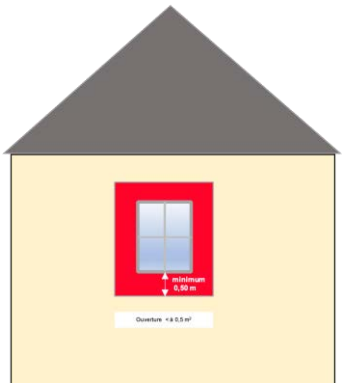
Article 2.5 : Dispositifs publicitaires muraux

La surface des dispositifs publicitaires muraux ne peut excéder 4 mètres carrés, encadrement compris, ramenée à 2 mètres carrés dans le périmètre des sites inscrits. Aucun point d'un dispositif ne peut s'élever à plus de 6 mètres du sol, mesurés au pied du mur.

Le dispositif est implanté en retrait des chaînages, à 0,50 mètre au moins de toute arête, et ne doit pas masquer, même partiellement, les éléments d'architecture.



Si le mur comporte une ouverture de moins de 0,50 mètre carré, le dispositif est installé à 0,50 mètre au moins de celle-ci.



Article 2.6 : Publicité sur mobilier urbain

La publicité est admise sur le mobilier urbain. Sa surface utile et unitaire ne peut excéder 2 mètres carrés.

Article 2.7 : Publicité de petit format

La publicité de petit format se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 2.8 : Publicité sur bâche

La publicité sur bâche est interdite.

Article 2.9 : Publicité numérique

La publicité numérique est interdite, y compris sur le mobilier urbain.

Article 2.10 : Publicité sur palissades de chantier

La publicité sur palissade de chantier se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

B. Dispositions relatives aux enseignes

Article 2.11 : Dispositions générales

L'installation d'une enseigne peut être refusée si, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation, elle modifie la perception des lignes principales du bâtiment sur lequel elle est installée et porte atteinte :

- à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade ;
- aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique.

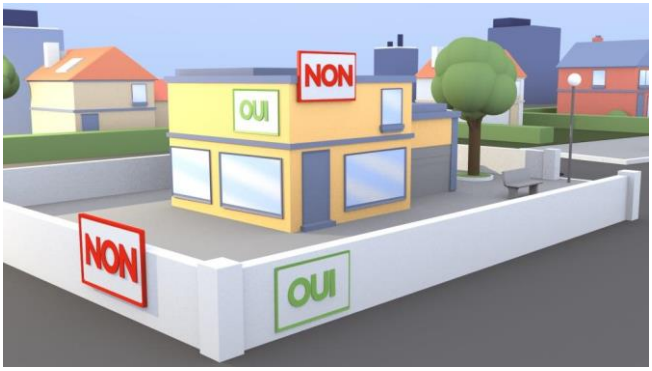
Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

Sont interdites :

- les enseignes d'une surface supérieure à 0,12 mètre carré sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non ;
- les enseignes fixées sur les arbres ou plantations ;
- les caissons lumineux, les enseignes numériques, ainsi que les enseignes à messages défilants.

Articles 2.12 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne ne doit pas dépasser la limite du mur qui la supporte

La surface cumulée des enseignes appliquées sur les surfaces vitrées ne peut excéder 15 % de la surface totale de ces surfaces vitrées.

Article 2.13 : Enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte se conforment aux dispositions du règlement national de publicité. Toutefois, leur saillie par rapport au mur qui les supporte ne peut dépasser 1 mètre.

Article 2.14 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ne peut excéder 4 mètres carrés et leur hauteur ne peut excéder 4 mètres au-dessus du niveau du sol.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les messages doivent être regroupés sur une seule enseigne.

Article 2.15 : Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne en toiture doit être composée de lettres découpées

Article 2.16 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 2.17 : Extinction nocturne

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.



La boulangerie ouvre à 7 heures, son enseigne peut être allumée à 6 heures.

CHAPITRE 3 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 3

Article 3.1 : Définition de la zone

La zone 3 est constituée par les centres anciens de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax. Elle est repérée en jaune sur le plan annexé au présent règlement.

A. Dispositions relatives à la publicité

Article 3.2 : Dispositions générales

Toute publicité d'une surface supérieure à 2 mètres carrés est interdite à moins de 150 mètres des panneaux d'entrée ou de sortie d'agglomération mis en place au titre du Code de la route.

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence ou numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Article 3.3 : Densité

Sans objet.

Article 3.4 : Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits.
Toutefois, un dispositif installé directement sur le sol de type chevalet peut être posé au droit de l'établissement qu'il signale. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 0,7 mètre en largeur.

Article 3.5 : Dispositifs publicitaires muraux

Les dispositifs publicitaires muraux sont interdits.

Article 3.6 : Publicité sur mobilier urbain

La publicité est admise sur le mobilier urbain. Sa surface utile et unitaire ne peut excéder 2 mètres carrés à l'exception de celle supportée par les colonnes porte-affiches.

Article 3.7 : Publicité de petit format

La publicité de petit format est admise dans les conditions du règlement national de publicité.

Article 3.8 : Publicité sur bâches

La publicité sur bâches se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 3.9 : Publicité numérique

La publicité numérique est interdite sauf lorsqu'elle est supportée par un mobilier urbain.

Article 3.10 : Publicité sur palissades de chantier

La publicité sur palissades de chantier se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

B. Dispositions relatives aux enseignes

Article 3.11 : Dispositions générales

L'installation d'une enseigne peut être refusée si, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation, elle modifie la perception des lignes principales du bâtiment sur lequel elle est installée et porte atteinte :

- à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade ;
- aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique.

Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

Sont interdites :

- les enseignes sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non ;
- les enseignes fixées sur les arbres ou plantations ;
- les enseignes numériques, ainsi que les enseignes à messages défilants.

Article 3.12 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Une enseigne apposée à plat sur un mur ou parallèlement à un mur est autorisée par établissement. Lorsque ce dernier est à l'angle de plusieurs rues, une enseigne par façade peut être autorisée. Elle ne peut s'étendre sur plusieurs bâtiments.

La hauteur des inscriptions ne doit pas dépasser 0,40 mètre.

La surface des enseignes ne peut dépasser 15 % de la façade affectée à l'exercice de l'activité signalée.

La surface cumulée des enseignes appliquées sur les surfaces vitrées ou immédiatement derrière ne peut excéder 15 % de la surface totale de ces surfaces vitrées.

L'enseigne doit s'inscrire dans la largeur de la baie ou au-dessus de la baie, axée dans la vitrine.

Lorsque l'activité s'exerce au rez-de-chaussée, l'enseigne est installée dans la hauteur du rez-de-chaussée, sans dépasser la largeur de la baie.

Lorsque l'établissement comporte plusieurs baies sur une même façade, le débordement latéral de l'enseigne est autorisé sous réserve qu'elle soit composée de lettres découpées.

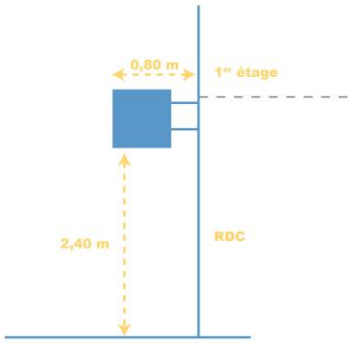
Lorsque l'activité s'exerce uniquement en étage, l'enseigne doit être installée dans la baie ou sur le lambrequin d'un store. Toute autre enseigne est interdite.

Les enseignes sont interdites sur les balcons, les ferronneries, les percements et les éléments de modénature.

Les caissons lumineux sont interdits sauf si l'enseigne est composée de lettres découpées. Dans ce cas, elles sont éclairées par transparence. Les spots sur tige et les rampes d'éclairage sont interdits.

Article 3.13 : Enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte

Les enseignes sont limitées à un dispositif par établissement, placée en limite de façade et sous l'appui des baies du 1er étage sous réserve, le cas échéant, du respect du règlement de voirie. Lorsque l'établissement est à l'angle de plusieurs rues, un dispositif par façade est admis. Leur plus grande dimension, saillie comprise, ne peut dépasser 0, 80 mètre. La hauteur sous enseigne ne peut être inférieure à 2,40 mètres.



Pour les bâtiments dont l'activité commerciale s'exerce sur plusieurs niveaux et pour les bâtiments publics, la hauteur totale de l'enseigne est au maximum de 0,80 mètre par niveau.

Les spots sur tige et les rampes d'éclairage sont interdits.

Article 3.14 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ou installée directement sur le sol sont interdites sauf si l'activité signalée est en retrait de l'alignement. Elles se substituent à toute enseigne perpendiculaire au mur.

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est comprise entre 1 mètre carré et 2 mètres carrés. Leur hauteur est limitée à 4 mètres, au-dessus du niveau du sol. Elles peuvent être double-face.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les messages doivent être regroupés sur une seule enseigne.

Les oriflammes sont interdites.

Article 3.15 : Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne en toiture doit être composée de lettres découpées

Article 3.16 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 3.17 : Extinction nocturne

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.



La boulangerie ouvre à 6 heures, son enseigne peut être allumée à 5 heures.

CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 4

Article 4.1 : Définition de la zone

Cette zone recouvre les axes de circulation repérés en bleu sur le document graphique annexé, jusqu'à 20 mètres de part et d'autre du fil d'eau extérieur de la chaussée.

A. Dispositions relatives à la publicité

Article 4.2 : Dispositions générales

Toute publicité est interdite sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non, ainsi que dans les zones naturelles ou agricoles et espaces boisés classés repérés dans le ou les documents d'urbanisme en vigueur.

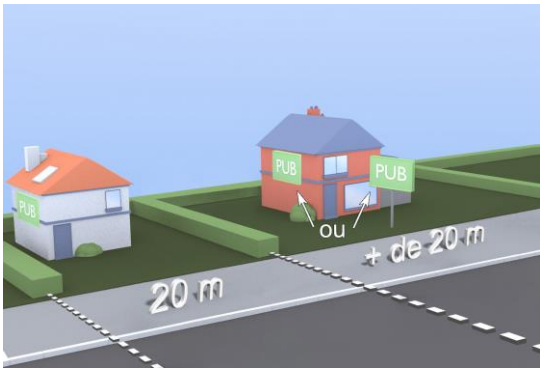
De même, toute publicité de plus de 2 mètres carrés est interdite à moins de 150 mètres des panneaux d'entrée ou de sortie d'agglomération mis en place au titre du Code de la route.

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence ou numériques supportées par le mobilier urbain à condition que leurs images soient fixes.

Article 4.3 : Densité

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est inférieur ou égal à 20 mètres linéaires les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites. Une seule publicité sur mur pignon ou façade est admise.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est supérieur à 20 mètres linéaires, un seul dispositif, mural, scellé au sol ou installé directement sur le sol peut être installé.



Règle de densité sur les unités foncières

Sur le domaine ferroviaire, plusieurs dispositifs sont admis, distants de 100 mètres minimum les uns des autres.

Article 4.4 : Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

La surface des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol n'excède pas 10,5 mètres carrés, encadrement compris.

Tout dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol est de type « monopied ». Ce pied est vertical, sa largeur n'excède pas le quart de la largeur totale du dispositif. Les fondations ne dépassent pas le niveau du sol.

La hauteur d'un dispositif ne peut s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol. De plus, sa hauteur ne peut excéder 6 mètres par rapport au niveau de la voie la plus proche.

Un dispositif scellé au sol supportant une publicité d'une surface supérieure à 2 mètres carrés ne peut être implanté à moins de 5 mètres au droit d'une façade non-aveugle ou d'un pignon non-aveugle de tout bâtiment d'habitation situé sur le même fonds.

Lorsque le dispositif est exploité recto-verso, les deux faces ne doivent pas présenter de séparations visibles. Lorsque le dispositif est simple face, son dos est habillé et ne doit pas présenter de séparation visible avec la face exploitée.

Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur identique à celle des dispositifs auxquels elles sont fixées.

Un dispositif installé directement sur le sol de type chevalet est posé au droit de l'établissement qu'il signale. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 0,7 mètre en largeur.

Article 4.5 : Dispositifs publicitaires muraux

La surface des dispositifs publicitaires muraux n'excède pas 10,5 mètres carrés, encadrement compris.

Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur approchant celle du mur support.

Article 4.6 : Publicité sur mobilier urbain

La publicité est admise sur le mobilier urbain. Sa surface utile et unitaire ne peut excéder 2 mètres carrés à l'exception de celle supportée par les colonnes porte-affiches.

Article 4.7 : Publicité de petit format

La publicité de petit format se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 4.8 : Publicité sur bâche

La publicité sur bâche se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 4.9 : Publicité numérique

La publicité numérique est interdite sauf lorsqu'elle est supportée par un mobilier urbain.

Article 4.10 : Publicité sur palissades de chantier

La publicité sur palissade de chantier se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Dispositions relatives aux enseignes

Article 4.11 : Dispositions générales

L'installation d'une enseigne peut être refusée si, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation, elle modifie la perception des lignes principales du bâtiment sur lequel elle est installée et porte atteinte :

- à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade ;
- aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique.

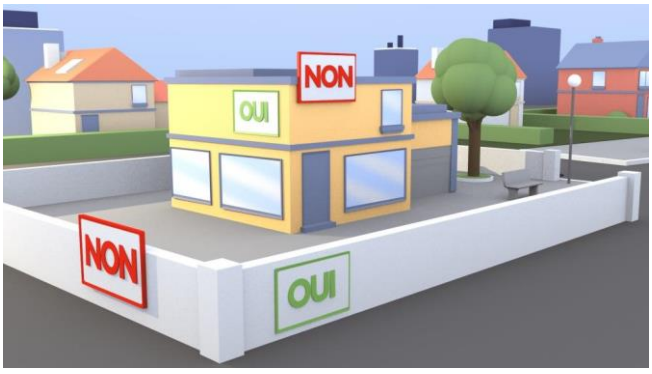
Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

Sont interdites :

- les enseignes d'une surface supérieure à 0,12 mètre carré sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non ;
- les enseignes fixées sur les arbres ou plantations ;
- les caissons lumineux, ainsi que les enseignes à messages défilants.

Article 4.12 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur se conforment au règlement national de publicité.



L'enseigne ne doit pas dépasser la limite du mur qui la supporte

La surface cumulée des enseignes appliquées sur les surfaces vitrées ou immédiatement derrière ne peut excéder 15 % de la surface totale de ces surfaces vitrées.

Lorsque l'une au moins des enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur est numérique, la surface cumulée des enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peut excéder 10 % de la surface de cette façade. Cette surface est portée à 15 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.

La surface unitaire des enseignes numériques n'excède pas 6 mètres carrés.

Article 4.13 : Enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte se conforment au règlement national de publicité.

La hauteur sous enseigne ne peut être inférieure à 2,40 mètres.

Les enseignes numériques sont interdites.

Article 4.14 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est limitée à 12 mètres carrés. Leur hauteur ne peut excéder 6 mètres au-dessus du niveau du sol et est, au minimum, supérieure à 2 fois leur largeur.

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés pour la réalisation d'enseignes permanentes. Leur hauteur ne peut excéder 6 mètres.

Lorsque leur surface unitaire est supérieure à 1 mètre carré, les enseignes sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée. Lorsqu'elle est inférieure ou égale à 1 mètre carré, leur nombre est limité à un par tranche de 40 mètres de façade de l'unité foncière où est implanté l'établissement signalé.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les messages doivent être regroupés sur une seule enseigne.

Les enseignes numériques sont interdites.

Article 4.15 : Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne en toiture doit être composée de lettres découpées

Article 4.16 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 4.17 : Extinction nocturne

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.



La boulangerie ouvre à 7 heures, son enseigne peut être allumée à 6 heures.

CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 5

Article 5.1 : Définition de la zone

Cette zone recouvre les zones d'activité commerciale délimitées en violet sur le document graphique annexé.

A. Dispositions relatives à la publicité

Article 5.2 : Dispositions générales

Toute publicité de plus de 2 mètres carrés est interdite à moins de 150 mètres des panneaux d'entrée ou de sortie d'agglomération mis en place au titre du Code de la route.

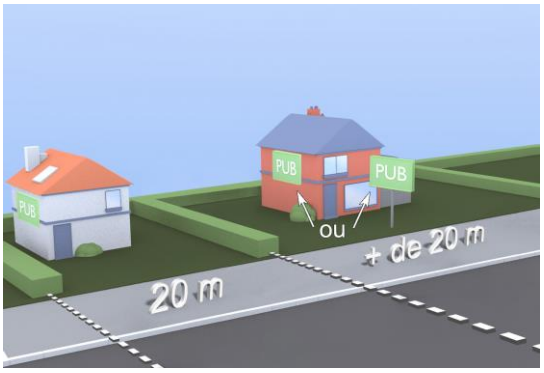
Les publicités sont interdites sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non.

Les publicités lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, à l'exception de celles éclairées par projection ou transparence ou numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Article 5.3 : Densité

I.- Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est inférieur ou égal à 20 mètres linéaires les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites. Une seule publicité sur mur pignon ou façade est admise.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est supérieur à 20 mètres linéaires, un seul dispositif, mural, scellé au sol ou installé directement sur le sol peut être installé.



Règle de densité sur les unités foncières

Sur le domaine ferroviaire, plusieurs dispositifs sont admis, distants de 100 mètres minimum les uns des autres.

II.- Outre le respect du I., la distance entre deux publicités numériques est d'au moins 200 mètres.

Article 5.4 : Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

La surface des dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol n'excède pas 10,5 mètres carrés, encadrement compris.

Tout dispositif scellé au sol ou installé directement sur le sol est de type « monopied ». Ce pied est vertical, sa largeur n'excède pas le quart de la largeur totale du dispositif.

La hauteur d'un dispositif ne peut s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol. De plus, sa hauteur ne peut excéder 6 mètres par rapport au niveau de la voie la plus proche.

Un dispositif scellé au sol supportant une publicité d'une surface supérieure à 2 mètres carrés ne peut être implanté à moins de 5 mètres au droit d'une façade non-aveugle ou d'un pignon non-aveugle de tout bâtiment d'habitation situé sur le même fonds.

Lorsque le dispositif est exploité recto-verso, les deux faces ne doivent pas présenter de séparations visibles. Lorsque le dispositif est simple face, son dos est habillé et ne doit pas présenter de séparation visible avec la face exploitée.

Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur identique à celle des dispositifs auxquels elles sont fixées.

Un dispositif installé directement sur le sol (chevalet) est posé au droit de l'établissement. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 0,7 mètre en largeur.

Article 5.5 : Dispositifs publicitaires muraux

La surface des dispositifs publicitaires muraux n'excède pas 10,5 mètres carrés, encadrement compris.

Lorsqu'elles sont visibles de la voie publique, les passerelles sont interdites. Toutefois, les passerelles intégralement repliables sont admises ; elles demeurent pliées en l'absence des personnels chargés de les utiliser. Elles doivent être peintes d'une couleur approchant celle du mur support.

Article 5.6 : Publicité sur mobilier urbain

La publicité est admise sur le mobilier urbain. Sa surface utile et unitaire ne peut excéder 2 mètres carrés à l'exception de celle supportée par les colonnes porte-affiches.

Article 5.7 : Publicité de petit format

La publicité de petit format se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 5.8 : Publicité sur bâche

La publicité sur bâche se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 5.9 : Publicité numérique

La surface de la publicité numérique, autre que celle supportée par le mobilier urbain, est limitée à 6 mètres carrés, encadrement compris.

Article 5.10 : Publicité sur palissades de chantier

La publicité sur palissade de chantier se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Dispositions relatives aux enseignes

Article 5.11 : Dispositions générales

L'installation d'une enseigne peut être refusée si, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation, elle modifie la perception des lignes principales du bâtiment sur lequel elle est installée et porte atteinte :

- à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade ;
- aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique.

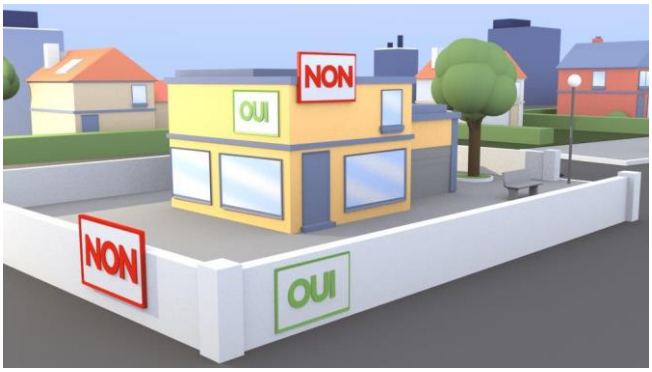
Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

Sont interdites :

- les enseignes d'une surface supérieure à 0,12 mètre carré sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non ;
- les enseignes fixées sur les arbres ou plantations.

Article 5.12 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur se conforment au règlement national de publicité.



L'enseigne ne doit pas dépasser la limite du mur qui la supporte

La surface cumulée des enseignes appliquées sur les surfaces vitrées ou immédiatement derrière ne peut excéder 15 % de la surface totale de ces surfaces vitrées.

Lorsque l'une au moins des enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur est numérique, la surface cumulée des enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peut excéder 10 % de la surface de cette façade. Cette surface est portée à 15 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés. La surface unitaire des enseignes numériques n'excède pas 6 mètres carrés.

Article 5.13 : Enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte se conforment au règlement national de publicité.

La hauteur sous enseigne ne peut être inférieure à 2,40 mètres.

Les enseignes numériques sont interdites.

Article 5.14 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est comprise entre 1 mètre carré et 12 mètres carrés. Leur hauteur est, au minimum, supérieure à 2 fois leur largeur. La hauteur totale du dispositif ne peut excéder 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Les mâts supportant des drapeaux ou oriflammes peuvent être autorisés pour la réalisation d'enseignes permanentes. Leur hauteur ne peut excéder 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les messages doivent être regroupés sur une seule enseigne.

Les enseignes numériques sont interdites.

Article 5.15 : Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.



L'enseigne en toiture doit être composée de lettres découpées

Article 5.16 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires se conforment aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 5.17 : Extinction nocturne

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.



La boulangerie ouvre à 6 heures, son enseigne peut être allumée à 5 heures.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 6

Article 6.1 : Zonage

La zone 6 correspond aux secteurs résidentiels des parties agglomérées des communes de Dax et de Saint-Paul-lès-Dax non compris dans les zones 3, 4 et 5. Elle est repérée en gris sur le document graphique.

A. Dispositions relatives à la publicité

Article 6.2 : Dispositions générales

Sans objet.

Article 6.3 : Densité

Sans objet.

Article 6.4 : Dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol

Les dispositifs publicitaires scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits.

Toutefois, un dispositif installé directement sur le sol de type chevalet peut être posé au droit de l'établissement qu'il signale. Utilisable au recto et au verso, ses dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 0,7 mètre en largeur.

Article 6.5 : Dispositifs publicitaires muraux

Les dispositifs publicitaires muraux sont interdits.

Article 6.6 : Publicité sur mobilier urbain

La publicité est admise sur le mobilier urbain. Sa surface utile et unitaire ne peut excéder 2 mètres carrés à l'exception de celle supportée par les colonnes porte-affiches.

Article 6.7 : Publicité de petit format

La publicité de petit format se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 6.8 : Publicité sur bâches

La publicité sur bâches de chantier se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

Article 6.9 : Publicité numérique

La publicité numérique est interdite à l'exception de celle supportée par du mobilier urbain. Dans ce cas, elle est limitée à 2 mètres carrés.

Article 6.10 : Publicité sur palissades de chantier

La publicité sur palissade de chantier se conforme aux dispositions du règlement national de publicité.

B. Dispositions relatives aux enseignes

Article 6.11 : Dispositions générales

L'installation d'une enseigne peut être refusée si, par ses dimensions, ses couleurs, ses matériaux ou son implantation, elle modifie la perception des lignes principales du bâtiment sur lequel elle est installée et porte atteinte :

- à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade ;
- aux lieux avoisinants, aux perspectives monumentales, aux paysages, à l'environnement ou à la sécurité des usagers de la voie publique.

Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

Sont interdites :

- les enseignes d'une surface supérieure à 0,12 mètre carré sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non ;
- les enseignes fixées sur les arbres ou plantations ;
- les caissons lumineux, les enseignes numériques, ainsi que les enseignes à messages défilants.

Article 6.12 : Enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur sont limitées à un dispositif par établissement. Lorsque ce dernier est à l'angle de plusieurs rues, un dispositif par façade est admis.

Lorsque l'établissement comprend plusieurs baies, plusieurs enseignes sont autorisées sous réserve qu'elles s'inscrivent dans les dimensions de la baie considérée.

Elles sont interdites sur balcons.

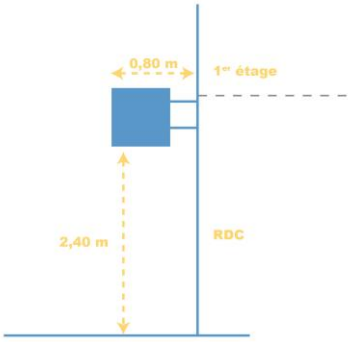
Article 6.13 : Enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte sont limitées à un dispositif par établissement. Lorsque ce dernier est à l'angle de plusieurs rues, un dispositif par façade est admis.

Elles ne peuvent dépasser l'appui des fenêtres du premier étage.

Leur plus grande dimension, saillie comprise, ne peut dépasser 0, 80 mètre.

La hauteur sous enseigne ne peut être inférieure à 2,40 mètres.



Article 6.14 : Enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol

Les enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol sont interdites sauf si l'activité signalée est en retrait de l'alignement. Elles se substituent à toute enseigne perpendiculaire au mur.

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est comprise entre 1 mètre carré et 2 mètres carrés. Leur hauteur est limitée à 4 mètres, au-dessus du niveau du sol.

Lorsque plusieurs activités sont implantées sur une même unité foncière, les messages doivent être regroupés sur une seule enseigne.

Article 6.15 : Enseignes en toiture

Les enseignes en toiture se conforment au règlement national de publicité.



L'enseigne en toiture doit être composée de lettres découpées

Article 6.16 : Enseignes temporaires

Les enseignes temporaires se conforment au règlement national de publicité.

Article 6.17 : Extinction nocturne

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre 22 heures et 8 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.



1 heure, la discothèque est en activité, son enseigne peut être éclairée. Si l'établissement ferme à 2 heures, l'enseigne peut demeurer allumée jusqu'à 3 heures.

GRAND DAX
AGGLOMÉRATION

RLPi

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

3.1- ANNEXES
DOCUMENTS GRAPHIQUES
(PLAN DE ZONAGE)

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU GRAND DAX

Vu pour être annexé à la délibération d'approbation du RLPi en date du 18/12/2019

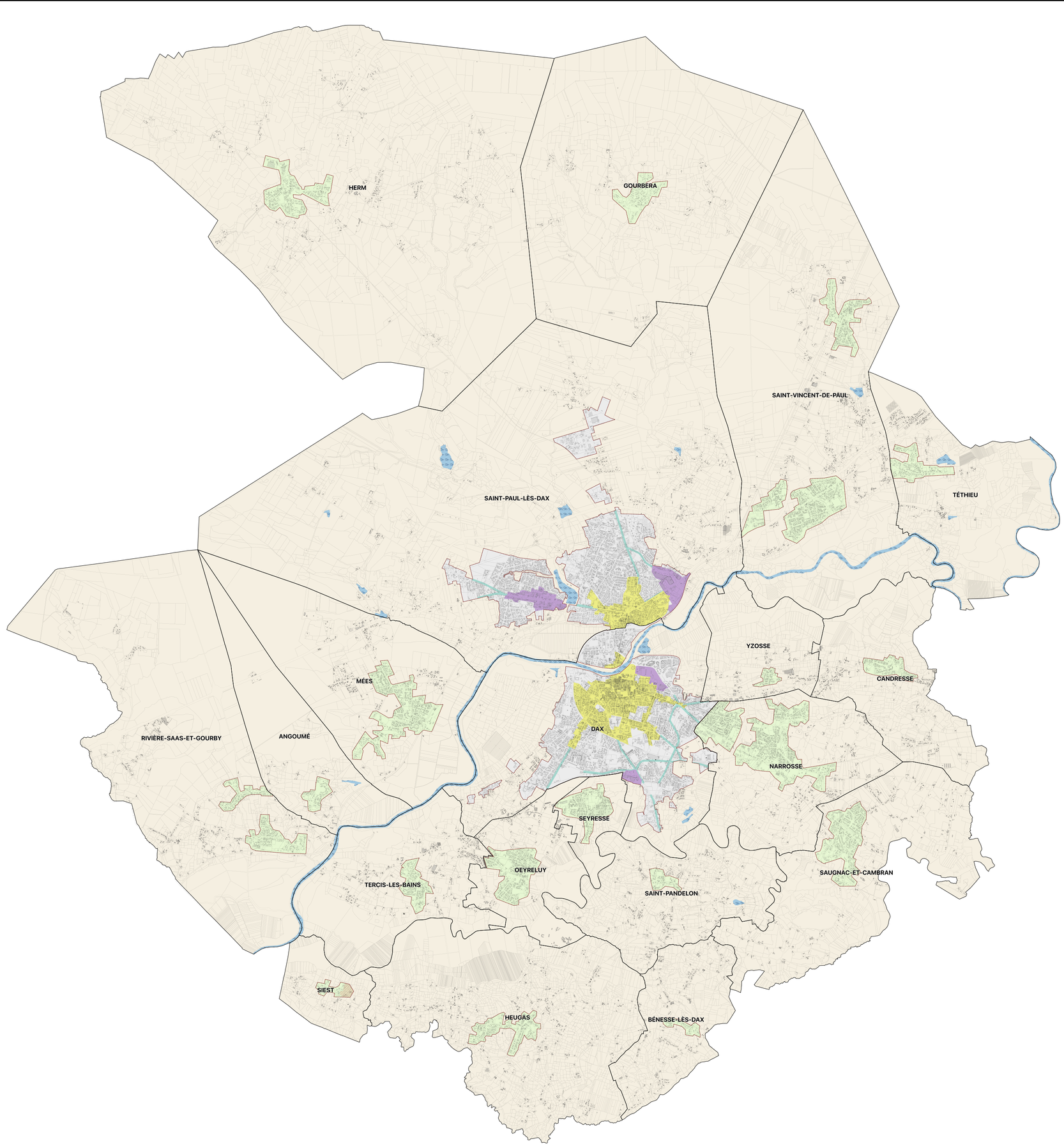
La Présidente,

Elisabeth BONJEAN

GRAND DAX AGGLOMÉRATION

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage



Zonage RLPi :

- Zone 1 : Hors agglomération
- Zone 2 : Territoire aggloméré des communes autres que Dax et Saint-Paul-lès-Dax
- Zone 3 : Centre ancien
- Zone 4 : Axe structurant
- Zone 5 : Zone d'activités commerciales
- Zone 6 : Secteur résidentiel

Autres éléments

- Site inscrit en agglomération
- Hydrographie
- Limite du territoire aggloméré
- Limite communale

N

0 1 2 km

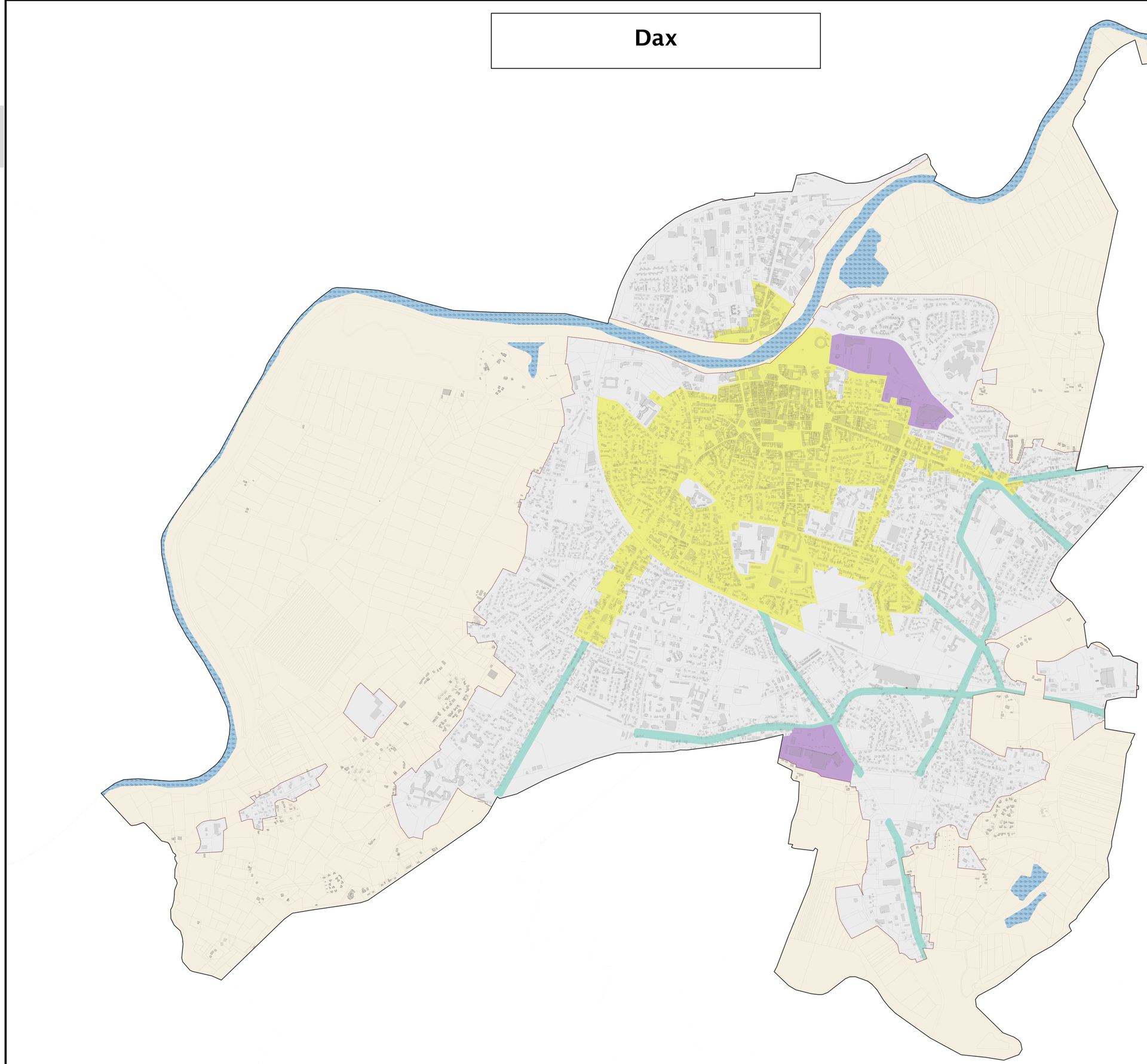
Cadre & Cité, Décembre 2019

GRAND DAX AGGLOMÉRATION

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage

Dax



Zonage RLPi :

- Zone 1 : Hors agglomération
- Zone 2 : Territoire aggloméré des communes autres que Dax et Saint-Paul-lès-Dax
- Zone 3 : Centre ancien
- Zone 4 : Axe structurant
- Zone 5 : Zone d'activités commerciales
- Zone 6 : Secteur résidentiel

Autres éléments

- Hydrographie
- Limite du territoire aggloméré
- Limite communale

N

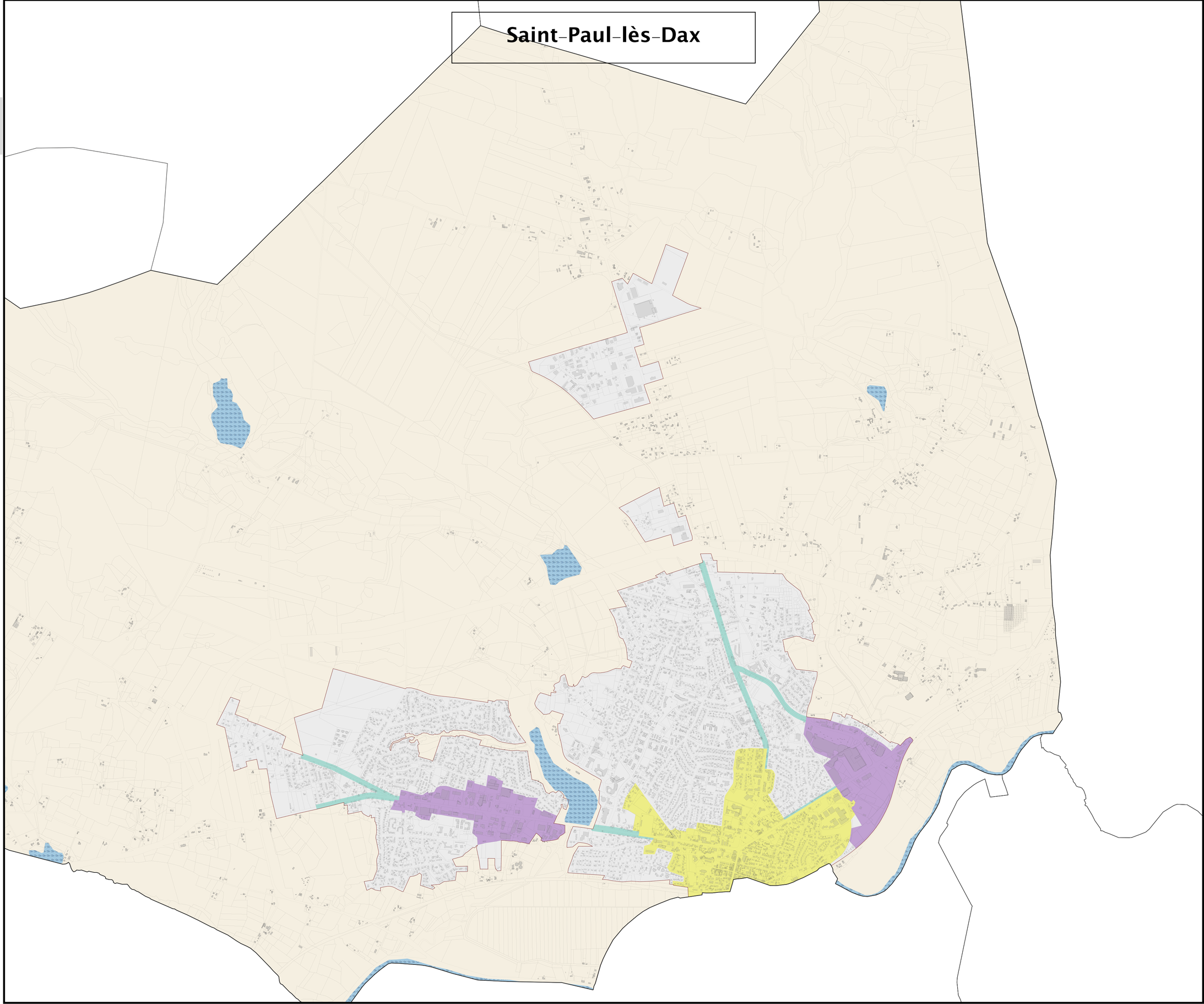
0 250 500 m

Cadre & Cité, Décembre 2019

GRAND DAX AGGLOMÉRATION

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

Plan de zonage



Zonage RLPi :

- Zone 1 : Hors agglomération
- Zone 2 : Territoire aggloméré des communes autres que Dax et Saint-Paul-lès-Dax
- Zone 3 : Centre ancien
- Zone 4 : Axe structurant
- Zone 5 : Zone d'activités commerciales
- Zone 6 : Secteur résidentiel

Autres éléments

- Hydrographie
- Limite du territoire aggloméré
- Limite communale

N

0 250 500 m

Cadre & Cité, Décembre 2019

GRAND DAX
AGGLOMÉRATION

RLPi

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

3.2- ANNEXES

ARRETES FIXANT LES LIMITES D'AGGLOMERATION

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND DAX

Vu pour être annexé à la délibération d'approbation du RLPi en date du 18/12/2019

La Présidente,

Elisabeth BONJEAN

2014 / 005

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT des LANDES
COMMUNE d'ANGOUME

COURRIER REÇU LE
19 SEP. 2014
SOUS-PREFECTURE DE DAX

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT
DU 17 SEPTEMBRE 2014
portant modification des limites de l'agglomération d'ANGOUME
sur les Routes départementales n°70 et n°113 et sur la Voie Communale n°2.

LE MAIRE D'ANGOUME,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 03 septembre 2014 ;

VU l'avis favorable du Conseil Général des Landes en date du 13 juillet 2010 ;

Considérant que pour des raisons de sécurité et de mise en conformité avec les textes réglementaires existants, il est nécessaire de modifier les limites d'agglomération de la commune d'Angoumé ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des **routes départementales n°70 et n°113,** s'est étendue **;**

Considérant que la fixation des limites de l'agglomération, en limitant dans cet espace la vitesse maximale des véhicules à moteur à 50km/h sauf disposition particulière signalée sur les axes, a pour objet d'assurer une meilleure protection des piétons, des riverains et des usagers de la route ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération d'ANGOUME, au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :

- sur la **route départementale n°70**, dite « route de Mées », du centre du giratoire de la mairie vers la commune de Mées, à environ 220 mètres, au **PR 7 + 830.**
- sur la **route départementale n°70**, dite « route de Rivière », du centre du carrefour des routes départementales n°70 et n°113 en direction de la commune de Rivière Saas et Gourby, à environ 200 mètres, au **PR 8 + 820.**

- sur la **route départementale n°113, dite** « avenue de l'Océan », du centre du carrefour des routes départementales n°70 et n°113 en direction de la route départementale n°824, à environ 200 mètres, au **PR 3 + 100**.
- sur la **voie communale n°2, dite** « route de Hias », du centre du giratoire de la mairie vers le cimetière, à environ 150 mètres.

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération d'ANGOUME sur **les routes départementales N°70 et 113,** sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune d'ANGOUME.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : MM. le Secrétaire de la commune d'Angoumé, le Président du Conseil Général des Landes, le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Angoumé, le 17 septembre 2014

Le Maire,
V. AUDOUY

Ampliation sera adressée à :
Monsieur le Sous-Préfet de Dax, au titre du contrôle de légalité
Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale d'Aménagement de Dax, pour information
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax

MAIRIE D'ANGOUMÉ
LANDES

COURRIER
le - 3 MAR. 2005
MAIRIE DE B... ...DAX

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE DE BENESSE LES DAX

ROUTE DEPARTEMENTALE N° 22

23 FEV 2005

Le Maire de la commune de BENESSE LES DAX,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212.1 à L.2212.5 et L.2213.1 à L.2213.5 ;

VU la loi n°82.213 du 2 Mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU le Code de la route et notamment les articles R.110-2, R 411-2 et R.413-3 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I, première partie, généralités) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifié ;

VU l'arrêté municipal modificatif du 20 décembre 1996;

Considérant qu'il convient d'adapter les limites d'agglomération de Bénesse-lès-Dax aux nouvelles conditions d'urbanisation ;

Sur proposition de la Direction Départementale de l'Equipement – Subdivision de DAX ;

A R R E T E

Article 1er :

Les limites de l'agglomération sont fixées comme suit :

Route départementale R.D. 22 :

- **Coté DAX : P.R. 0+270** **(sans changement)**
- **Coté POUILLON : P.R. 0+770** **(déplacée du P.R. 1+010 au P.R. 0+770)**

Route départementale R.D. 29 :

- **Coté DAX : P.R. 10+030** **(sans changement)**
- **Coté PEYREHORADE : P.R. 10+500** **(sans changement)**

Article 2 :

L'arrêté municipal du 20 décembre 1996 est abrogé.

Article 3 :

Les dispositions définies à l'article 1er prendront effet le jour du déplacement des panneaux existant sur le site.

Article 4 :

Les panneaux existants seront déplacés par les Services de l'Equipement.

Article 5 :

Le présent arrêté sera affiché en Mairie .

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Au titre du contrôle de légalité à :
- M. le Sous-Préfet de Dax,

Pour exécution à :
- M. le Chef de la Subdivision de l'Equipement de Dax.

Pour information à :
- M. le Président du Conseil Général des LANDES.
- M. le Colonel commandant le Groupement de Gendarmerie des LANDES.
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement des LANDES.

Fait à Bénesse-Lès-Dax
Le 18 Février 2005

Le Maire,

MAIRIE DE BENESSE-LES-DAX (Landes)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE CANDRESSE

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur la Route Départementale N°32 commune de Candresse

LE MAIRE **DE CANDRESSE,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long de la route départementale N° 32 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par le précédant arrêté fixant les anciennes limites de l'agglomération sur la route départementale N°32 commune de Candresse, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de Candresse, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
32	37+514		38+616

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Candresse.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de Candresse,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A Candresse, le

Le Maire,

Guylaine CASTOYA

MAIRIE DE CANDRESSE
40180

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES LANDES

VILLE DE DAX

COURRIER REÇU LE
09 FEV. 2016
SOUS-PREFECTURE DE DAX

Services Techniques

Voirie ST n° 2016-0055

REGLEMENTATION CIRCULATION
Rue Gaston Phoebus – Vieille route d'Yzosse

Le MAIRE de DAX,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 à L.2213-6, L.2214-3, L.2215-1 et L.5216-5,

VU le Code de la Route, notamment les articles L.411-1 et R110-2,

VU le Code pénal et notamment l'article R.610-5,

VU les arrêté municipaux en date des 14 mai 1979 et 14 octobre 1992 réglementant respectivement la circulation et le stationnement sur le territoire communal,

VU les délibérations en date du 16 décembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Grand DAX et du 17 décembre 2015 de la Ville de DAX approuvant la définition de l'intérêt communautaire de la voirie et portant transfert de la compétence création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire à la Communauté d'Agglomération du Grand DAX,

CONSIDERANT qu'en raison du raccordement du contournement Est, il y a lieu de positionner les panneaux d'entrée et sortie d'agglomération, Rue Gaston Phoebus et Vieille route d'Yzosse,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Implantation panneaux entrée et sortie d'agglomération

A compter du 1er mars 2016, le panneau d'entrée d'agglomération est implanté au rond-point se trouvant Rue Jean Moulin, Rue Schumann et Rue Pierre Benoit.

A compter du 1er mars 2016, le panneau de sortie d'agglomération se trouvant Vieille Route d'Yzosse est placé rue Gaston Phoebus, côté opposé au parking de l'hôpital.

ARTICLE 2 : Signalisation

La signalisation, conforme aux normes en vigueur et relative aux dispositions des articles 1 à 8, sera déplacée et entretenue par la Communauté d'Agglomération du Grand DAX.

ARTICLE 3 : Exécution

Monsieur Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques de la Communauté d'Agglomération du Grand DAX, Monsieur le Commissaire de Police, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CERTIFIE EXECUTOIRE,
Transmis à la Sous-Préfecture de DAX le 9 - FEV. 2016
Affiché le 9 - FEV. 2016

Fait à DAX, le 5 février 2016

Le Maire,

VILLE de DAX (Landes)

Gabriel BELLOCQ
Conseiller départemental des Landes

AMPLIATION
Par délégation

Nancy LOPEZ
Directeur Général Adjoint
des Services

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. Le bénéficiaire peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux qui prolonge le délai de recours contentieux.

Reçu le
05 DEC. 2016
4764
UTAH CENTRE D'ARTAS

RÉPUBLIQUE FRANÇ

DÉPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE DAX

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales commune de DAX

LE MAIRE **DE DAX,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales multiples s'est étendue,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune de DAX, sont abrogées et remplacées par les articles suivants.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de DAX, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR
RD6 coté Port de Lanne	2+050
RD29 coté Peyrehorade	5+103
RD32	42+272 Sens Dax Montfort 42+432 Sens Montfort Dax
RD70 coté Mées	0+986
RD106 coté Narrosse	3+355
RD129 coté Saint Paul Les Dax	2+985
RD344 coté Seyresse	0+065
RD386 coté Narrosse	0+503
947E	19+1071 coté Saint Paul Les Dax 23+630 coté Narrosse

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de DAX.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de DAX,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A DAX, le 16 novembre 2016

Le Maire,

Elisabeth BONJEAN
Présidente de la Communauté
d'Agglomération du Grand Dax
Conseillère Régionale Nouvelle Aquitaine

Identifiant unique*: 040-214001141-20140721-15__2014_07_21-AR
Envoyé en préfecture, le 21/07/2014 - 15:00
Reçu en préfecture, le 21/07/2014 - 15:00
* Transmission électronique via le Tiers de Télétransmission homologué `landespublic` (ALPI)

2014-07-21--15

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES LANDES

MAIRIE DE GOURBERA
ARRÊTÉ MUNICIPAL

Le Maire de GOURBERA

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983,

Vu le code général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 à L 2213-4,

Vu le code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R 411-25,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I, 5ème partie, signalisation d'indication,

Considérant qu'il est nécessaire de déplacer le panneau d'entrée d'agglomération sur la route de Laluque pour des raisons de sécurité routière ;

ARRÊTÉ

Article 1 :
Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs fixant l'ancienne limite d'entrée d'agglomération sur la route de Laluque sont abrogées.

Article 2 :
La limite d'entrée d'agglomération sera déplacée avant l'intersection de la route de Gouadet.

Identifiant unique*: 040-214001141-20140721-15__2014_07_21-AR
Envoyé en préfecture, le 21/07/2014 - 15:00
Reçu en préfecture, le 21/07/2014 - 15:00
* Transmission électronique via le Tiers de Télétransmission homologué `landespublic` (ALPI)

Article 3 :
Cette limite sera matérialisée par un panneau EB 10.

Article 4 :
Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Article 5 :
Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 :
Ampliation du présent arrêté sera adressé à :
Pour information à :
M. le Sous-Préfet de DAX,
M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax,
M. le Président du Conseil Général des Landes
M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Dax

Fait à GOURBERA le 21 juillet 2014

LE MAIRE,
Anne-Marie DETOUILLON

MAIRIE DE GOURBERA (Landes)

Mairie de GOURBERA
« Le Bourg » 100, route d'Herm 40990 GOURBERA
Tél : 09-77-62-85-79 Fax : 09-70-62-94-08
Mairie.gourbera@wanadoo.fr www.mairie-gourbera.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE GOURBERA

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales commune de GOURBERA

LE MAIRE **DE GOURBERA,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales N°150 et 342 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune de GOURBERA, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de GOURBERA, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
150	8+921		140+055
342	0+000		0+222

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de GOURBERA.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de GOURBERA,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A GOURBERA, le 06/09/2016

Le Maire,

MAIRIE DE GOURBERA (Landes)

29 DEC 1973

A R R E T E M U N I C I P A L

SOUS-PRÉFECTURE
-8 DEC 1973
DE DAX

Le Maire de HERM,

Vu la loi du 5 Avril I884 ;

Vu le décret n° 54-724 du I0 Juillet I954, portant règlement général sur la circulation routière et notamment les articles I et 44 ;

Vu l'arrêté interministériel du 22 Juillet I954, relatif à la signalisation routière et notamment l'article R 44 du même Code,

A R R E T E :

Article Ier - Les limites de l'agglomération de HERM sont fixées comme suit :

- à l'Ouest - Route de Magescq : Cv N° 2 Entre le "Moulin Neuf" et la Maison de Mr Dupuy.
- au Nord - Route de Castets : Cv N° 4 Après l'usine Polyplast.
- au Sud est - Route de Dax : Cv N° I Après la maison de Mme Dassé.
- - - - - - : Cv N° 6 Après l'ancienne ligne de chemin de fer.
- à l'est - Route de Gourbera : Cv N° 3 Après le croisement de la route du Marquis.

Article 2 - Monsieur le Maire de HERM, Monsieur l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, Monsieur le Commandant de Gendarmerie, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Vu pour Reçu le
- 8 JAN 1974
Le Sous-Préfet

Herm, le 3 Décembre I973

Le Maire,

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE HERM

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales commune de HERM

LE MAIRE **DE HERM,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales 150/401 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune de HERM, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de HERM, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
150	16+645		18+365
401	0+000		0+591

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de HERM.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de HERM,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A HERM, le

Le Maire,

Le Maire

Philippe CAGNIMEL

MAIRIE DE HERM
40990

Envoyé en préfecture le 20/11/2018
Reçu en préfecture le 20/11/2018
Affiché le 20/11/2018
ID : 040-214001257-20181031-ARRETE2018_68-AR

Heugas

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LANDES

COMMUNE DE HEUGAS

ARRETE N° 2018-68

Portant les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la Commune de Heugas

Le Maire de Heugas (Landes),

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de HEUGAS, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Nom de la voie	Type	Repérage kilométrique et géographique
RD 13	Entrée	PR 40+107
RD 13	Sortie	PR 41+720
RD 429	Entrée	PR 3 +320
RD 429	Sortie	PR 3+745
RD 431	Entrée	PR 6+130
RD 13	Sortie	PR 6+520
Voie communale Route du Massey	Entrée	Intersection avec RD 429
Voie Communale Route du Massey	Sortie	PR 0 + 407

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

Envoyé en préfecture le 20/11/2018
Reçu en préfecture le 20/11/2018
Affiché le 20/11/2018
ID : 040-214001257-20181031-ARRETE2018_68-AR

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de **Heugas** sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de **Heugas.** Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire et Madame la secrétaire de mairie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Heugas, le 31 octobre 2018
Le Maire,

Serge POMAREZ

MAIRIE DE HEUGAS
40180 HEUGAS

DÉPARTEMENT DES LANDES
Mairie de Mées

2016-031

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Règlementation permanente de la Circulation
Route du Sablot
Route de Patesse
Impasse des Artisans
Rue Jean Labat Merle
Impasse Poupy

Le Maire de Mées,

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1953 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L2211-1, L2212-2, L2213-1 et suivants ;

VU le code de la route et notamment les articles R27, R110-1, R110-2, R415-6, R413-2 et R413-3

VU le code de la voirie routière ;

VU l'article R 610-5 du Code Pénal

CONSIDERANT que la limite d'agglomération doit s'adapter à l'évolution de l'urbanisation et des aménagements routiers pour permettre une amélioration de la sécurité des usagers de la route.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'organiser la réglementation relative à la police de la circulation afin d'en assurer une meilleure cohérence et améliorer la sécurité publique.

ARRÊTE

Article 1 : **Limites d'agglomération**
Les limites de l'agglomération de Mées au sens de l'article R110-2 du code de la route sont fixées sur la route du Sablot à 587 mètres à l'est de l'Avenue Emile Despax (giratoire de la vierge) en direction de Dax.

Article 2 : **Limitation de vitesse**

Conformément aux articles R413-2 et R413-3 du code de la route la vitesse est limitée à 50km/h sur la route du Sablot, de l'Avenue Emile Despax (giratoire) au point situé à 587 mètres du giratoire à l'est en direction de Dax ainsi que sur la route de Patesse. La vitesse est limitée à 70km/h sur la route du Sablot sur un tronçon de 427 m depuis la sortie d'agglomération.
Le tronçon hors-agglomération à 50km/h (depuis le passage à niveau) fera l'objet d'un arrêté conjoint avec le département.

Article 3 : **Mise en sécurité**

La route du Sablot, classée d'intérêt communautaire reste prioritaire et une signalisation « céder le passage » est installée sur la route de Patesse, l'impasse des Artisans et la rue Jean Labat Merle à l'intersection de celle-ci.

Un panneau « stop » est installé au droit de l'Impasse Poupy et de la RD70 (route d'Angoumé).

Article 4 : **Signalisation**

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle, Livre I-5ème partie-signalisation d'indication sera mise en place par les services techniques de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax.

Article 5 : **Prise d'effet**

Les dispositions définies par les articles 1, 2 et 3 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 4 ci-dessus.

Article 6 : Le présent arrêté **annule et remplace les arrêtés précédents** et sera publié et affiché conformément à la règlementation en mairie de Mées.

Article 7 : Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

Monsieur le Sous-Préfet de Dax
Madame la Présidente de la CAGD
Monsieur le Chef de l'UTD de Tartas
Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de Dax

Fait à Mées le 14 avril 2016

Le Maire,



Lydia NIGITA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE DE MÉES

2016-071

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales N°70 et 170 commune de MÉES

LE MAIRE **DE MÉES,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales 70/170 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune de MÉES, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de MÉES, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
70	4+833		6+059
170	1+182		2+650

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de MÉES.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

Mme. le Maire de la commune de MÉES,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A MÉES, le 2 septembre 2016

Le Maire,
Lydia NIGITA

MAIRIE DE MÉES (Landes)

2016-064

VILLE DE Narrosse LANDES

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT
2016-6.1.7. N°60 RS
en date du 14 NOVEMBRE 2016

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales N°322, 386 et 947 commune de Narrosse

LE MAIRE De NARROSSE,

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales 322/386/947 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales N°322,386 et 947 Commune de Narrosse, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de Narrosse, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
322	Intersection RD947		12+377
386	0+503		2+160
391	Intersection RD322		0+910
947	24+825		26+625

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

.../...

G. LB

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de Narrosse.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

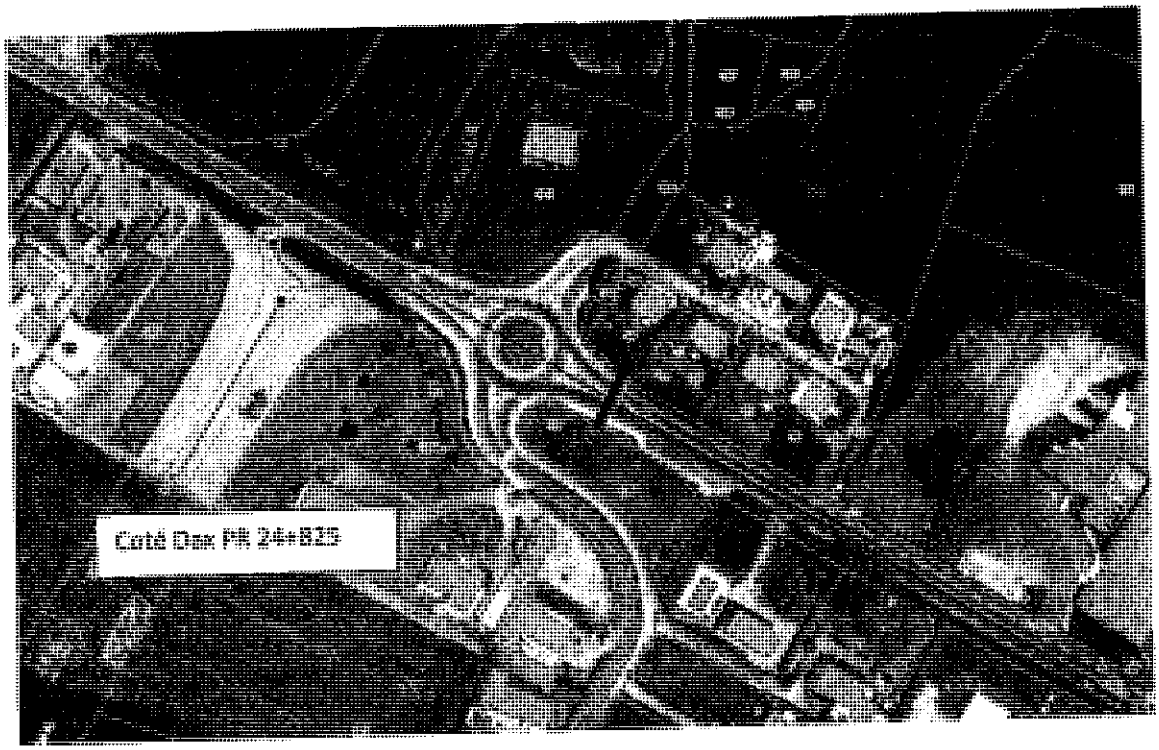
ARTICLE 7 :

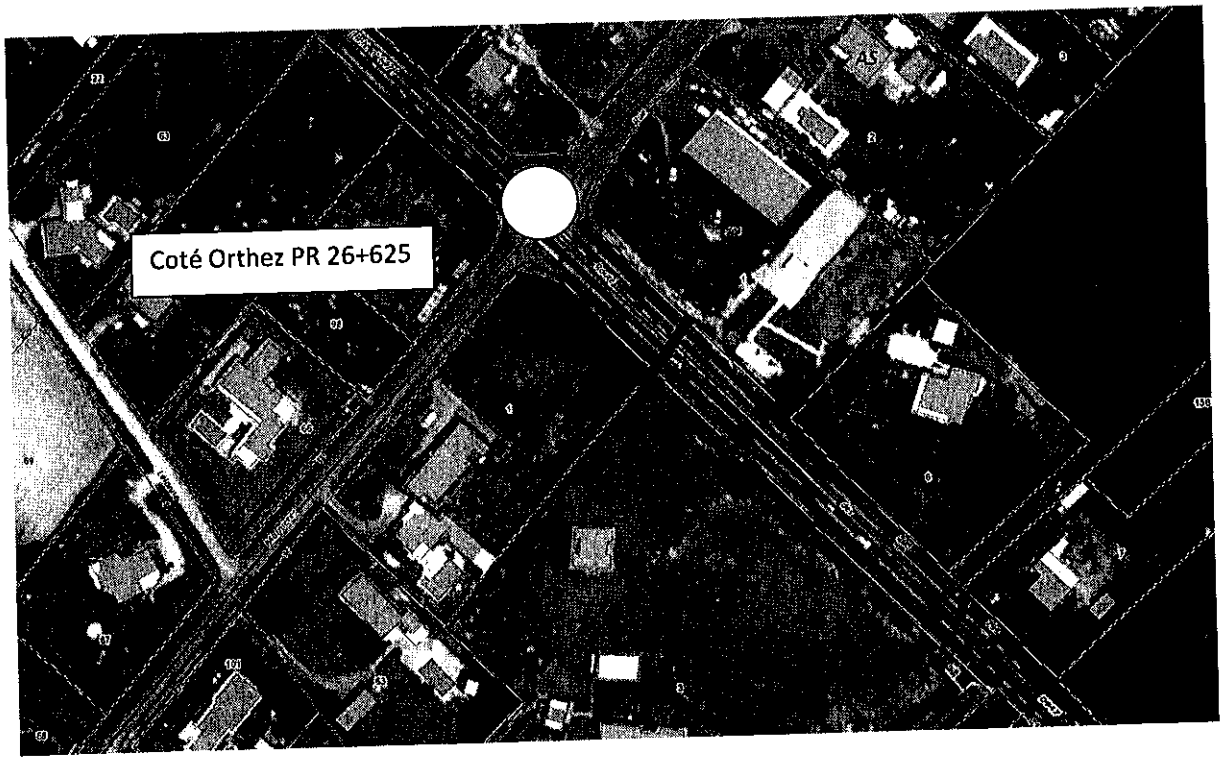
M. le Directeur Général des Services,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

Le MAIRE :
Vice-Président de la CAGD
G. LE BAIL




Coté Dax PR 24+829


Coté Orthez PR 26+625

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE OEYRELUY

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales commune de OEYRELUY

LE MAIRE **DE OEYRELUY,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

VU la délibération du Conseil Municipal du (Si elle existe)

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales 6/344 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune d'OEYRELUY, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération d'OEYRELUY, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
344	2+900		4+585

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune d'OEYRELUY.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune d'OEYRELUY,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A OEYRELUY, le 2/11/2016

Le Maire,



6 DP

Identifiant unique*: 040-214002446-20141217-AR3_2014-AR
Envoyé en préfecture, le 19/12/2014 - 10:46
Reçu en préfecture, le 19/12/2014 - 10:49

* Transmission électronique via le Tiers de Télétransmission homologué "Iandcapublic" (ALPES)

Rivière Saas et Gourby

Reçu le
30 AVR. 2015
1440
UTD CENTRE TARTE

COMMUNE DE RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY

ARRETE DU MAIRE

N° 3-2014

Portant modification des limites de l'agglomération de Rivière-Saas-et-Gourby
Sur les routes départementales n° 13 et n° 70

LE MAIRE DE RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

VU la délibération du conseil municipal en date du 11 décembre 2014 ;

Considérant que pour des raisons de sécurité et de mise en conformité avec les textes réglementaires existants, il est nécessaire de modifier les limites d'agglomération de la commune de Rivière-Saas-et-Gourby ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales n°13 et 70, s'est étendue ;

Considérant que la fixation des limites de l'agglomération, en limitant dans cet espace la vitesse maximale des véhicules à moteur à 50km/h sauf disposition particulière signalée sur les axes, a pour objet d'assurer une meilleure protection des piétons, des riverains et des usagers de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY, au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit :

Identifiant unique : 040-214002446-20141217-AR3_2014-AR
Envoyé en préfecture, le 19/12/2014 - 10:46
Reçu en préfecture, le 19/12/2014 - 10:49

- **sur la route départementale n°13** dite « route du Vimport », au PR 45 + 830 situé (entre le passage à niveau SNCF et la route d'Angoumé), sur la route départementale n°13, dite « route de le forêt », au PR 47+554 (entre les numéros 665 et 821 de la route de la forêt).

- **sur la route départementale n°70**, dite « route d'Angoumé », au PR 9 + 100, (à hauteur du 672 route d'Angoumé).

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY sur la route départementale N°13 sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de PAU dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 : MM. le Maire de la commune RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY, le Président du Conseil Général des Landes, le Commandant le Groupement de Gendarmerie des Landes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

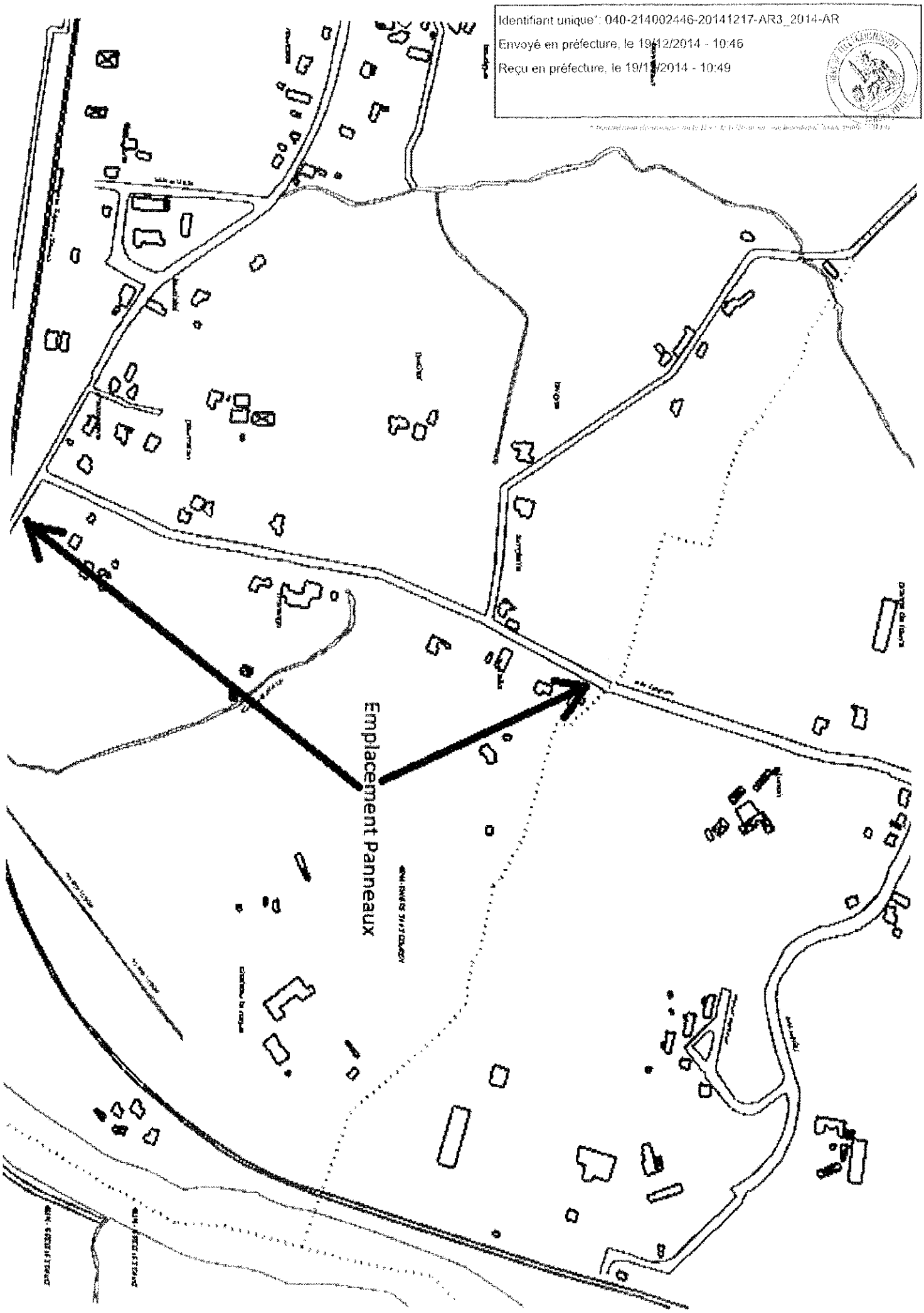
Fait à Rivière-Saas-et-Gourby, le 17 décembre 2014

Hervé DARRIGADE
Maire de Rivière-Saas-et-Gourby

MAIRIE DE RIVIERE SAAS ET GOURBY 40180

Ampliation sera adressée à :
Monsieur le Sous-Préfet de Dax, au titre du contrôle de légalité
Monsieur le Responsable de l'Unité Territoriale d'Aménagement de Tartas.
Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax

Identifiant unique*: 040-214002446-20141217-AR3_2014-AR
Envoyé en préfecture, le 19/12/2014 - 10:46
Reçu en préfecture, le 19/12/2014 - 10:49



Saint-Paul Lès-Dax
www.st-paul-les-dax.fr

Nature de l'acte : 6 Libertés publiques et pouvoirs de police
2015/PM/6/004223P1
157
CERTIFIE EXECUTOIRE
AFFICHÉ, PUBLIÉ, NOTIFIÉ LE 27/02/15
P/Le Maire
Par délégation, le Directeur Général des Services

MAIRIE DE ST PAUL-LÈS-DAX (Landes)

DEPARTEMENT DES LANDES
VILLE DE SAINT PAUL LES DAX
ARRETE DU MAIRE

Réglementation Permanente de la Circulation
Sur la RD 947 du PR 19+718 au PR 19+910

Le Maire de la commune de Saint-Paul-lès-Dax,

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

Vu le Code de la Route notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25 à R411-28, R417-10 et R417-12 ;

Vu le Code de la Voirie Routière ;

Vu l'article R. 610-5 du Code Pénal ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 5ème partie : «signalisation d'indication et des services ») approuvée par l'arrêté interministériel du 31 juillet 2002 modifiée ;

Vu l'arrêté conjoint du 5 décembre 2014 fixant les limites d'agglomérations et limitations de vitesse sur la RD 947 « Franchissement Est de l'agglomération dacquoise » ;

Considérant que la limite d'agglomération doit s'adapter à l'évolution de l'urbanisation et des aménagements routiers pour permettre une amélioration de la sécurité des usagers de la route,

Commune de Saint-Paul-lès-Dax

Nature de l'acte : 6 Libertés publiques et pouvoirs de police
2015/PM/6/004223P2

ARRETE

Article 1 : Limites d'agglomération

Les limites de l'agglomération de Saint-Paul-lès-Dax au sens de l'article R 110.2 du code de la route, sont fixées sur la nouvelle section de la Route Départementale N° 947 (dite Franchissement Est), du PR 19+718 au PR 19+910, sur sud du carrefour avec la RD 524.

Article 2 : Limitation de vitesse

Conformément aux articles R413-2 et R413-3 du code de la route, la vitesse est limitée à 50 km sur la RD 947, du PR 19+718 au PR 19+910, section située en agglomération de Saint-Paul-lès-Dax.

Article 3 : Signalisation

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle – livre I – 5ème partie – signalisation d'indication – sera mise en place par les services techniques de la ville de Saint-Paul-lès-Dax.

Article 4 : Prise d'effet

Les dispositions définies par les articles 1 et 2 du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : Validité

Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté conjoint du 5 décembre 2014, fixant les limites de l'agglomération de Saint-Paul-lès-Dax sur cette section de la RD 947 sont abrogées par le présent arrêté.

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté conjoint du 5 décembre 2014, fixant la limitation de vitesse est modifié par l'article 2 du présent arrêté afin de tenir compte des nouvelles limités de l'agglomération de Saint-Paul-lès-Dax sur cette section de la RD 947.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur à la mairie de Saint-Paul-lès-Dax.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

Pour exécution à :

- Monsieur le Commissaire de Police de Dax
- Madame le Chef de Service de la Police Municipale de Saint-Paul-lès-Dax
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Landes

Pour information :

- Madame le Maire de Saint-Paul-Lès-Dax,
- Monsieur le Président du Conseil Général des Landes,
- Madame la Directrice des Services Techniques de la Mairie de Saint-Paul-Lès-Dax,
- Monsieur le Sous Préfet des Landes,
- Monsieur le Chef de Centre – UTDC Tartas, 505 rue Chanzy, BP 11, 40400 TARTAS,

Fait à Saint-Paul-Lès-Dax, le 25 février 2015

MAIRIE DE ST-PAUL-LES-DAX (Landes)

Catherine DELMON

Maire de Saint-Paul-lès-Dax

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE SAINT VINCENT DE PAUL

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales commune de SAINT VINCENT DE PAUL

LE MAIRE DE **SAINT VINCENT DE PAUL,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales 27/150/322/461 s'est étendue,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune de SAINT VINCENT DE PAUL, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de SAINT VINCENT DE PAUL, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
27	0+710		1+950
27	1+1416		1+2415
27	3+880		5+615
322	16+760		1+725
461	0+000		0+665
150	4+030		4+870

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de SAINT VINCENT DE PAUL.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de SAINT VINCENT DE PAUL,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A SAINT VINCENT DE PAUL, le 16/11/2016

Le Maire,

Henri BEDAT



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
REÇU LE
25 AVR. 2005
SUBD. DE DAX 40107

COMMUNE DE SAUGNAC ET CAMBRAN

ARRETE MUNICIPAL

MODIFICATIONS DES LIMITES D'AGGLOMERATION

Le Maire de SAUGNAC ET CAMBRAN,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212.1 à L.2212.5 , et L.2213.1 à L.2213.5.

VU le code de la route et notamment les articles R.411.2, R.411.25 et R.411.28.

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I, signalisation des routes et autoroutes, approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 Novembre 1992.

CONSIDERANT, qu'il est nécessaire d'adapter les limites de l'agglomération à l'évolution de l'urbanisation.

A R R E T E

Article 1er - Les limites de l'agglomération de SAUGNAC ET CAMBRAN sont fixées comme suit :

- Sur la RD. 322 au PR 8,175 et au PR 10,345.
- Sur la RD. 215 au PR 0,050.
- Route du Conte au carrefour avec la rue Marie Curie.
- Route de Condorcet à 50 mètres de la RD.947.
- Rue du Moulin d'Oro à 175 mètres de la RD.322.
-

Article 2 – La signalisation règlementaire sera mise en place et entretenue :

- par les Services de l'Equipement sur les routes départementales 322 et 215.
- par les services municipaux de SAUGNAC et CAMBRAN sur les autres voies.

CG [illegible] REÇU LE
11 NOV 2005
SOUS-PRÉFECTURE DE DAX

Article 3 – Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté municipal du 31 Juillet 1974 relatif aux limites d'agglomération.

Article 4 – Le présent arrêté sera affiché en mairie de SAUGNAC ET CAMBRAN.

Article 5 – Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. Le Sous préfet de DAX.
- M. le Président du Conseil Général des Landes.
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement.
- M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Landes.

Fait à SAUGNAC et CAMBRAN, le 09 NOV. 2001

Le MAIRE,

MAIRIE DE SAUGNAC ET CAMBRAN
40 - LANDES

COURRIER REÇU LE
11 NOV 2001
SOUS-PREFECTURE DE DAX

Identifiant unique*: 040-214003006-20160916-AR2017_07-AR
Envoyé en préfecture, le 16/09/2016 - 17:56
Reçu en préfecture, le 16/09/2016 - 18:06
* Transmission électronique via le Tiers de Télétransmission homologué `landespublic` (ALPI)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE DE SEYRESSE

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur la Route Départementale N°344 commune de SEYRESSE

LE MAIRE **DE SEYRESSE,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long de la route départementale N° 344 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par le précédant arrêté fixant les anciennes limites de l'agglomération sur la route départementale N°344 commune de SEYRESSE, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de SEYRESSE, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
344	0+065		1+765

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge de la commune.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

Identifiant unique*: 040-214003006-20160916-AR2017_07-AR
Envoyé en préfecture, le 16/09/2016 - 17:56
Reçu en préfecture, le 16/09/2016 - 18:06

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de SEYRESSE.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de SEYRESSE,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A SEYRESSE, le 16 septembre 2016.

Le Maire :

MAIRIE DE SEYRESSE 40180 (LANDES)

Philippe DELMON

DEPARTEMENT DES LANDES

MAIRIE DE SIEST
40180

☎ / **fax : 05-58-57-75-39**
mairie.siest@wanadoo.fr

ARRETE N°2018-09

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.2, R 411.8 et R 411.25 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

VU le décret du 13 décembre 1952 portant nomenclature des routes à grande circulation, modifié et complété par les textes subséquents ;

Considérant l'évolution de l'urbanisation de la commune et la nécessité de redéfinir les limites de l'agglomération conformément à l'article R.110-2 du code de la route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération sur les voies d'accès à la commune de SIEST, au sens de l'article R.110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit sur :

Nom de la voie	Type	Repérage kilométrique et géographique
RD 72	Entrée	PRn°6+671
RD 72	Sortie	PRn°7+440
Voie Communautaire : Route de St-Lon-les-Mines	Entrée	350 mètres après le carrefour avec la RD 72

ARTICLE 2 : La signalisation réglementaire (panneaux EB 10 et EB 20) sera mise en place aux emplacements indiqués à l'article ci-dessus, à la charge de la commune.

ARTICLE 3 : Les dispositions définies par l'article 1er du présent arrêté prendront effet le jour de sa publication, sous réserve de la mise en place de la signalisation réglementaire destinée à les porter à la connaissance des usagers.

ARTICLE 4 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération de la Commune de Siest sont abrogées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Siest. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 6 : Monsieur le Maire sera chargé de l'exécution du présent arrêté.

A **SIEST»,** le 29 Octobre 2018

Le Maire,

Bernard LANGOUANERE

DEPARTEMENT DES LANDES
ARRONDISSEMENT DE DAX
COMMUNE DE TERCIS LES BAINS

ARRETE portant limites des agglomérations de la Commune de TERCIS LES BAINS

Le Maire de TERCIS LES BAINS

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1 à L 2212-5 et L 2213-1 à L 2213-5,

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 25,

VU le code de la route et notamment les articles L.413-1, R.413-1 et R.413-14,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I, huitième partie, temporaire, approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 novembre 1992,

Considérant que pour des raisons de sécurité et de mise en conformité avec les textes réglementaires existants, il est nécessaire de fixer les limites des agglomérations de la commune de TERCIS LES BAINS.

Considérant que la fixation des limites de l'agglomération, en fixant dans cet espace la vitesse maximale des véhicules à moteur à 50 km/h sauf disposition particulière signalée sur les axes, a pour objet, d'assurer une meilleure protection des piétons, des riverains et des usagers de la route.

VU la délibération du conseil municipal en date du 19 novembre 2009 approuvant cet arrêté fixant les limites des agglomérations,

ARRETE

<u>Article 1</u> : La commune de Tercis les Bains est découpée en 2 zones d'agglomération :

1 – Tercis les Bains,
2 – Tercis les Bains quartier de l'Aiguille.

Une signalisation par panneaux réglementaires EB 10 et EB 20 fixent les limites de chaque agglomération précitée.

Article 2 : **AGGLOMERATION – Tercis les Bains**

Les limites de l'agglomération sont les suivantes :

1°) **sur la rue du Lavoir** :
Déplacement des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération de 77.00 m vers le giratoire de la Vierge, soit à 39.00 m de l'axe de ce dernier, implanté sur la RD 06.

2°) **sur l'allée de Lartigue** :
Implantation de panneaux d'entrée et sortie d'agglomération à 35.00 m de la rive de chaussée de la route du Tartas.

3°) **sur la route des Tucs** :
Implantation du panneau d'entrée et sortie d'agglomération à 315.00 m de l'axe du giratoire de Sausset

4°) **sur la route du Bayle** :
Suppression des panneaux d'entrée et de sortie implantés à 140.00 m du giratoire de Sausset en direction de la RD 06 et implantation de ces mêmes panneaux à l'extrémité opposée de cette même voie à 40.00 m de l'axe du giratoire de l'Etoile.
La vitesse sur cet axe sera limitée à 70 km/h sur une longueur de 450.00 m entre la sortie du chemin de Fléchy dans le sens Dax-Tercis et l'entrée du lieu dit « Bayle ».
Suppression de la limitation de vitesse à 70 km/h entre le giratoire de Sausset et .le chemin de Subercamp.

5°) **sur la route de Jean Bayle** :
Implantation des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération à 17.00 m de l'axe de la RD 06.

6°) **sur la route de Latine** :
Implantation des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération à 17.00 m de l'axe de la RD 06.

Article 3 : AGGLOMERATION – Tercis les Bains Quartier de L'aiguille

Les limites de l'agglomération sont les suivantes :

1°) **sur l'avenue de l'Aiguille** :
Implantation du panneau d'entrée d'agglomération sur candélabre à 38.00 m de l'axe de la RD 06.
Implantation du panneau de sortie d'agglomération au droit du panneau d'entrée d'agglomération sur accotement

Implantation du panneau d'entrée d'agglomération à 450.00 m de ce dernier sur la limite de la commune avec Oeyreluy.

2°) **sur la rue des Ecureuils** :
Implantation des panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération à 30.00 m de l'axe de la RD 06.

3°) **sur l'allée des Chênes** :
Implantation du panneau d'entrée d'agglomération à 18.00 m de l'axe de la RD 06
Implantation du panneau de sortie d'agglomération à 25.00 m de l'axe de la RD 06.

4°) **sur la rue du Docteur Du Cournau** :
Implantation du panneau d'entrée d'agglomération sur le même support que la sortie d'agglomération de Oeyreluy, en limite des deux communes.
Implantation du panneau de sortie d'agglomération au droit de ce dernier, en limite des deux communes.

5°) **sur la rue de Laure** :
Implantation du panneau d'entrée d'agglomération à 37.00 m de l'axe de la voie communale mitoyenne avec Oeyreluy.

La vitesse de tous les véhicules circulant sur toutes les voies du quartier de l'Aiguille sera limitée à 50 km/h.

Article 4 : Conformément à l'article R411-25 du Code de la Route, ces dispositions entreront en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire d'entrée et de sortie d'agglomération.

Article 5 : Le présent arrêté sera transmis, affiché en Mairie.

Ampliation sera adressée à :

Au titre du contrôle de légalité à :
Monsieur le Sous-Préfet de Dax,

Pour information à :
M. le Chef de l'Unité Territoriale d'Aménagement de Dax Centre.
M. le Chef de la brigade de gendarmerie de Dax
M. le Président de la Communauté d'Agglomération du Grand Dax

Acte rendu exécutoire
après dépôt en s/Préfecture
le 01/12/2009
et Publication ou Notification
du 01/12/2009
Le Maire,

MAIRIE DE TERCIS LES BAINS 40180

Fait à Tercis les Bains, le 30 novembre 2009,
Le Maire,
J.M. DUBIS

MAIRIE DE TERCIS LES BAINS 40180

Agence Départementale
d'Aide aux Collectivités Locales

IGECOM 40

Extrait Cartographique

Département des Landes

Plan Cadastral Informatisé
Mise à jour 2009

Echelle d'origine : 1:11000

Echelle d'édition : 1:11000

Date d'édition : 9/11/2009

Titre de l'extrait :

1ère zone agglomération Tercis

Tercis les Bains

Plan délivré par le service SIG "IGECOM40"

http://www.igecom40.fr

Copyright ADACL - IGECOM40 - 2009
2007-2009, Igecom 40, ADACL - Direction Générale des Finances Publiques, Cadastre
BDORTHO © IGN - Paris - Année 2002/2007 - Reproduction interdite - Autorisation n° 28-06-04



Agence Départementale
d'Aide aux Collectivités Locales

IGECOM 40

Extrait Cartographique

Département des Landes

Plan Cadastral Informatisé
Mise à jour 2009

Echelle d'origine : 1:5000

Echelle d'édition : 1:5000

Date d'édition : 9/11/2009

Titre de l'extrait :

2ème zone agglomération Tercis

Tercis les Bains
Quartier de l'Aiguille

Plan délivré par le service SIG "IGECOM40"

http://www.igecom40.fr

Copyright ADACL - IGECOM40 - 2009
2007-2009, Igecom 40. ADACL - Direction Générale des Finances Publiques. Cadastre
BDORTHO © IGN - Paris - Année 2002/2007 - Reproduction interdite - Autorisation n° 28 -06-04



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

COMMUNE DE TERCIS LES BAINS

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-

ARRETE MUNICIPAL PERMANENT

portant modification des limites de l'agglomération sur les Routes Départementales commune de TERCIS LES BAINS

LE MAIRE **DE TERCIS LES BAINS,**

VU *la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la* loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivants, R 411-2, R 411-8 et R411-25;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication ;

Considérant, que la zone agglomérée située le long des routes départementales N° 6 et N°13 s'est étendue,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales commune de TERCIS LES BAINS, sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Les limites de l'agglomération de TERCIS LES BAINS, au sens de l'article R 110-2 du code de la route, sont fixées ainsi qu'il suit dans le tableau suivant :

RD	PR	au	PR
6	4+532 (limite commune)		5+000 (1141 rte de l'Etoile
13	42+578 (avant chicane)		43+177 (après chicane)

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire, conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle - livre I - 5ème partie - signalisation d'indication - sera mise en place à la charge du Conseil Départemental.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies au présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la commune de TERCIS LES BAINS.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 7 :

M. le Maire de la commune de TERCIS LES BAINS,
M. le Commandant du groupement de gendarmerie des Landes,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à M. le Président du Conseil Départemental des Landes (UTDC de Tartas).

A TERCIS LES BAINS, le 22 juin 2016

Mme Le Maire,
G. SCARSI

MAIRIE DE TERCIS LES BAINS
40180

TÉTHIEU

REGLEMENTATION PERMANENTE DE LA CIRCULATION

RELATIVE AUX LIMITES D'AGGLOMERATION

sur la route départementale D461 du PR 3+176 au PR 3+865 du PR 2+248 au PR 2+750

Territoire de la commune de Téthieu

Le Maire de la commune de Téthieu,

VU le Code de la Route,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les dispositions du livre I, cinquième partie concernant la signalisation d'indication, des services et de repérage, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 décembre 2011, modifiée,

Considérant que conformément au code de la route, il y a lieu au regard du développement de l'urbanisation de faire évoluer les limites de la zone agglomérée,

ARRETE

- ARTICLE 1 -

Les limites de l'agglomération de la commune de Téthieu telles que définies au sens du code de la route sont fixées comme suit:
-la route départementale D461 du PR3+176 au PR3+865.

- ARTICLE 2 -

Les limites de l'agglomération de la commune de Téthieu, quartier "Houn Dou Bern', telles que définies au sens du code de la route sont fixées comme suit:
-la route départementale D461 du PR2+248 au PR2+750.

- ARTICLE 3 -

Les dispositions antérieures fixant des limites d'agglomération sur les voies et secteurs définis à l'article 1 sont abrogées.

- ARTICLE 4 -

La signalisation de police conforme à la réglementation sera fournie et posée par l'Unité Territoriale Départementale Centre. L'entretien et le renouvellement seront à la charge de l'Unité Territoriale Départementale Centre.

- ARTICLE 5 -

Les dispositions du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus et dès lors que les modalités d'affichage et de publication seront réalisées.

- ARTICLE 6 -

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

- ARTICLE 7 -

Sont chargés de l'exécution du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :
- M. le Maire de la commune de Téthieu,
- M. le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie Départementale des Landes,

dont une copie est transmise pour information à :
- M. le Président du Conseil départemental.

Le Maire de la commune de Téthieu, le **23 février 2018**



Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Commune d'Yzosse

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DES LANDES

COMMUNE D'YZOSSE

Le Maire D'YZOSSE,

VU le code de la route,

VU le code de la voirie routière,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983, modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat,

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment les dispositions du livre I, cinquième partie concernant la signalisation d'indication, des services et de repérage, approuvées par l'arrêté interministériel du 6 décembre 2011, modifiée,

Considérant que conformément au code de la route, il y a lieu au regard du développement de l'urbanisation de faire évoluer les limites de la zone agglomérée,

ARRETE

ARTICLE 1 : Toutes les dispositions définies par les arrêtés antérieurs, fixant les anciennes limites de l'agglomération sur les routes départementales n° 32, 322 et 947 commune d'Yzosse, sont abrogées.

ARTICLE 2 Les limites de l'agglomération de la commune d'YZOSSE telles que définies au sens du code de la route sont fixées comme suit sur :

- RD 32 du PR 40+934 au PR 42+413 côté droit
- RD 32 du PR 40+934 au PR 42+222 côté gauche
- RD 322 du PR 12+444 au PR 13+610
- RD 947 du PR 22+921 au PR 223+035

Ref. 201 503 Berger-Levrault (1012)

ARTICLE 3 : Les dispositions antérieures fixant des limites d'agglomération sur les voies et secteurs définis à l'article 1 sont abrogées.

ARTICLE 4 : Les dispositions du présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l'article 2 ci-dessus et dès lors que les modalités d'affichage et de publication seront réalisées.

ARTICLE 5 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.
Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

ARTICLE 7 : Sont chargés du présent arrêté, chacun en ce qui le concerne :

- Monsieur le Maire de la commune d'Yzosse
- Monsieur le Colonel, commandant de Groupement de Gendarmerie Départementale des Landes,

Dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Président du Conseil Départemental.

A YZOSSE le 29 octobre 2018.
Le Maire,

MAIRIE D'YZOSSE 40160

Thierry BOURDILLAS

GRAND DAX
AGGLOMÉRATION

RLPi

REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE INTERCOMMUNAL

3.3- ANNEXES
GLOSSAIRE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU GRAND DAX

Vu pour être annexé à la délibération d'approbation du RLPi en date du 18/12/2019

La Présidente,

Elisabeth BONJEAN

Alignement :

Limite le long d'une voie publique qui ne doit pas être dépassée par une construction.

Bâche comportant de la publicité :

Deux catégories de bâches peuvent comporter de la publicité. Les bâches de chantier et les bâches publicitaires.

Bâche de chantier :

Bâche comportant de la publicité installée sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux.

Bâche publicitaire :

Toute bâche comportant de la publicité autre que la bâche de chantier.

Baie :

Ouverture pratiquée dans la façade d'un bâtiment (porte, fenêtre, vitrine, etc.)

Banne :

Store en auvent protégeant des intempéries et du soleil.

Caisson lumineux :

Structure rigide avec façades translucides comportant un dispositif intérieur d'éclairage.

Chaine ou chainage d'angle :

Superposition verticale de pierre formant la rencontre entre deux murs en angle.

Chantier :

Période qui court de la déclaration d'ouverture de chantier au dépôt de la déclaration d'achèvement de travaux.

Chevalet :

Dispositif publicitaire ou préenseigne installée directement sur le sol généralement devant un établissement commercial.

Clôture :

Construction non maçonnée destinée à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Clôture aveugle :

Clôture pleine, ne comportant pas de partie ajourée.

Clôture non aveugle :

Clôture non aveugle constituée d'un grillage ou d'une grille ou claire-voie avec ou sans soubassement.

Composition

Disposition organisée et harmonieuse des diverses parties d'un ensemble architectural.

Dispositif publicitaire :

Dispositif dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité quel qu'en soit le mode.

Droit (d'une façade) :

Partie de terrain située devant une façade, perpendiculaire à celle-ci.

Éléments d'architecture (ou de modénature) :

Ensemble des éléments de moulures et d'encadrement de la façade : corniches, têtes de mur, pierres de harpage, bas-relief, etc.

Emplacement publicitaire :

Lieu précis où est implanté soit un dispositif d'affichage unique, soit l'ensemble formé par deux dispositifs d'affichage alignés verticalement et horizontalement pour les muraux. Pour les portatifs, les dispositifs d'affichage peuvent former un angle entre eux.

Enseigne :

Toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

Enseigne lumineuse :

Enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement conçue à cet effet.

Enseigne numérique :

Catégorie d'enseigne lumineuse composée de diodes, de leds etc. et présentant des images fixes ou animées ou des vidéos.

Enseigne à messages défilants :

Catégorie d'enseigne lumineuse faisant défiler un message composé de lettres et/ou de signes.

Enseigne temporaire :

Enseigne qui signale :

- ✓ des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristiques ;
- ✓ des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- ✓ pour plus de trois mois des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ;
- ✓ pour plus de trois mois la location ou la vente de fonds de commerce.

Face (d'un panneau publicitaire) :

Surface plate verticale supportant l'affiche. Un dispositif scellé au sol peut être « double-face ».

Façade commerciale :

Façade d'un immeuble affectée en tout ou partie à une activité commerciale comprenant notamment l'entrée et la ou les vitrines, par opposition aux côtés ou à l'arrière de l'immeuble.

Façade non-aveugle :

Mur d'un bâtiment comportant au moins une ouverture dont la surface unitaire est supérieure ou égale à 0,5 m^2.

Lambrequin :

Bandeau d'ornement en bois ou en tôle ajourée, disposé en partie supérieure des marquises, des baies. Il désigne également la partie tombante d'un store de toile.

Mur de clôture :

Ouvrage maçonné destiné à séparer une propriété privée du domaine public, ou deux propriétés ou encore deux parties d'une même propriété.

Palissade de chantier :

Clôture provisoire constituée de panneaux pleins et masquant une installation de chantier.

Préenseigne :

Toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Préenseigne temporaire :

Préenseigne qui signale :

- ✓ des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristiques ;
- ✓ des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;
- ✓ des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente.

Publicité :

Toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention. Il désigne également les dispositifs dont le principal objet est de recevoir lesdites inscriptions, formes ou images.

Publicité de petit format :

Publicité intégrée dans les devantures commerciales et dont le format unitaire ne dépasse pas 1 m^2.

Publicité lumineuse :

Publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse conçue à cet effet.

Saillie :

Distance entre le dispositif débordant et le nu de la façade.

Surface utile :

Surface d'un dispositif publicitaire affectée à l'affiche ou à l'écran.

Surface totale (ou surface hors tout) :

Surface d'un dispositif publicitaire qui englobe l'encadrement de l'affiche ou de l'écran.

Unité foncière :

Parcelle ou ensemble de parcelles adjacentes appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.